

COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

**Leur vote
est
illusoire**



Les acquis sociaux se gagnent
par la lutte à la base !
La révolution ne passe pas par les urnes !



CNT-AIT

**Association
Internationale
des Travailleurs**

AIT, NSF boks 1977
Vika, n-0121 OSLO , Norvège

**Confédération
Nationale
du Travail**

Pour tout contact
sur le plan national
s'adresser à :
CNT-AIT (bureau confédéral)
34 Espace Mendès-France
36000 Châteauroux

**Adresse du site web
de la confédération**

<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez les liens
confédéraux et internationaux
de notre organisation.

CPPAP 1 856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT

Réalisation des pages confédérales :
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements

1 an (6 n^{os}) : 7,5 €
soutien : 15 €
Chèques à l'ordre de CNT-AIT
voir pages régionales

Unions Régionales

Les UR sont l'expression
de la CNT-AIT.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique.
Pour tout contact dans une région,
s'adresser au secrétariat de l'UR .

AL'HEURE où les grandes puissances capitalistes rivalisent pour contrôler les sources d'énergie et leur acheminement, les conditions de travail et de vie des travailleurs s'aggravent de plus en plus.

Quant au nucléaire et à sa logique disciplinaire, il engendre la fin de l'espoir d'un monde humain, émancipé et autonome. Rentabilité et productivisme conduisent à la destruction de notre environnement et à l'empoisonnement des nos aliments.

La situation s'améliorera-t-elle avec un renforcement politique et monétaire de l'Europe face aux autres puissances ?

Certainement pas. Pas plus avec des institutions comme la Confédération européenne des syndicats (CES), où siègent les confédérations représentatives, qui défend la politique européenne libérale.

Quelle que soit l'issue du référendum, la précarisation des conditions de travail avec son lot d'accidents et de maladies professionnelles, continue.

Pas dupes de cet affairisme politique, des travailleurs se tiennent debout. Certains, en organisant des forums sociaux libertaires ; d'autres, par leur initiative appelant à la grève, en faisant des jours fériés (Pâques et Pentecôte) des jours de reconquête sociale.

UR Centre : CNT-AIT - 34, Espace Pierre Mendès-France - 36000 Châteauroux,
UR Midi-Pyrénées : CNT-AIT - BP 158 - 82001 Montauban cedex, **UR Paris et Nord** : CNT-AIT - BP 352 - 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine** : CNT-AIT - 8, place Louis Barthou - 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée** : CNT-AIT - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie - 13001 Marseille, **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT - BP 2010 - 14019 Caen cedex, **En Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII - BP 223 - 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

Référendum : nous n'irons pas voter



LA FAUSSE BATAILLE ÉLECTORALE entre partisans du « oui » et du « non », la prétendue importance de ratifier la constitution ou d'en écrire une autre, ne sert qu'à masquer la réalité de ce qu'est l'Europe. À savoir, une zone depuis longtemps organisée sur le modèle économique, social et politique des puissances qui prédominent dans le monde et dont les règles sont : capitalisme, répression sociale et policière directe ou insidieuse, mise en scène et promotion de la démocratie, culte de la consommation et du travail, interventionnisme dans les anciens territoires coloniaux (l'Afrique pour la France) ou création de nouvelles zones coloniales (l'Irak par les états-Unis)... quant à la casse du service public, si elle a du retard dans des pays comme la France, elle n'en est pas moins déjà décidée et très largement avancée. Sur ce point, il faut se rappeler que le gouvernement Jospin a privatisé deux fois plus que ceux de Juppé et de Balladur réunis. Partout, l'on s'aperçoit que les élections et autres débats politiques ne sont qu'une illusion de choix, qui n'infléchit pas ce qui existe déjà. Dernier exemple, le Brésil dont le « président du peuple », Lula, fait allégeance au FMI.

Tous les partis politiques sont solidaires entre eux sur l'essentiel ; et, quand ils arrivent au pouvoir ils gèrent et mettent en place ce pourquoi ils sont payés. La « bonne marche de la société », c'est-à-dire la gestion opti-

mum du profit et du contrôle social de la masse (ceux qui n'ont comme choix que de travailler, consommer, élire...) s'appuie aussi sur les syndicats. En créant des simulacres de contestation ou en faisant tout pour la récupérer ou l'étouffer si elle risque de leur échapper, ils ont prouvé depuis toujours qu'ils sont de bons partenaires et qu'au niveau de la répression des luttes, ils savent être efficaces. En ce qui concerne les partis minoritaires d'extrême gauche, qui prétendent être au cœur d'un mouvement social qui n'existe que dans leurs plaquettes de pub, non seulement ils sont reconnus et appréciés par la télévision, mais ils jouent aussi le rôle de pompiers de service en cas de risque de révolte, avec un zèle qui doit faire plaisir à voir à leurs partenaires au pouvoir. Le rôle de la LCR après AZF ou sa promotion de Chirac en promettant un « 3^e tour social » (dont nous n'avons pas vu l'ombre) en attestent.

Justement, le piège du référendum rappelle le mécanisme qui a eu cours dans l'épisode Chirac/Le Pen. L'important, nous dit-on, est de choisir « le moins pire » ou « le plus efficace » et dès lors, on nous invite à oublier tout le système qui a permis d'en arriver là. Voter au référendum, c'est croire qu'une constitution peut changer quoi que ce soit ; alors qu'elle n'officialise que ce qui existe déjà. Si le « non » l'emporte alors, tout simplement, ils en referont une autre qui sera adoptée par le parlement, ou bien ils nous feront revoter

(ça s'est déjà vu), et en attendant, les affaires continueront comme avant. Constitution ou pas, la directive Bolkestein elle-même est largement appliquée. Au sud de l'Espagne les puissants patrons agricoles bénéficient de la traite des sans-papiers à moindre coût organisé par l'État. Il n'y a pourtant pas de « directive » qui est censé permettre cela, mais qui s'en soucie ? Dans l'exploitation des gens, l'Europe laisse carte blanche aux États, qu'ils votent oui ou non. Pour le système « démocratique » l'important est de faire croire que l'on a le choix, et pour ceux qui n'y croient plus (et qui se font remarquer dans les taux d'abstention), c'est de les gérer par l'exclusion et la soumission.

Voter non au référendum ne gênera en rien la bonne marche des affaires, et voter tout court c'est admettre le bien-fondé d'une constitution, de l'Europe, de l'État, de l'économie, du travail... C'est pour cela que, plus que jamais, il faut s'abstenir et rompre avec ce système pour favoriser l'organisation des révoltés entre eux sans intermédiaires, pour soutenir des luttes qui échappent au contrôle du pouvoir.

Il faut dénoncer sans relâche ceux qui sont employés à démobiliser ou réprimer tout mouvement de révolte de l'intérieur, et avoir le souci de propager l'idée que tout changement radical doit être global et se faire contre eux.

Syndicat intercorporatif de Toulouse

l'opportunisme et le possibilisme marxiste et anarchiste

Le 28 juin 1914, l'héritier potentiel de l'empire austro-hongrois perd précipitamment la vie, lors d'un déplacement en Bosnie-Herzégovine. Cette région des Balkans avait été incorporée dans son giron, à partir du congrès de Berlin en 1878. Cependant, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ne se concrétise seulement qu'en 1908. Elle va provoquer une exacerbation des discordes entre les deux blocs impérialistes d'Europe : la triple entente (la France, la Grande-Bretagne, la Russie) et la triple alliance (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie). L'assassinat de l'archiduc François Ferdinand sert de prétexte pour déclencher les hostilités un mois plus tard ; elles durèrent quatre longues années (1914-18). Cet affrontement coûtera la vie à plusieurs millions de nos frères prolétaires. Ils s'entretenaient pour assouvir les appétits démesurés des vomitives classes aristocratiques et bourgeoises du continent européen, qui s'affrontent dans la défense des intérêts de leurs capitalismes nationaux respectifs, notamment au sujet du contrôle des matières premières et des empires coloniaux.

CE CONTEXTE HISTORIQUE induit de nouveau une crise au sein du prolétariat, puisqu'un courant opportuniste était déjà apparu dans l'AIT ; ce dernier fut responsable de sa désagrégation : voir la polémique entre Marx et Bakounine sur le pangermanisme. Le même dilemme se pose ainsi au prolétariat pour la première guerre mondiale : ou l'internationalisme, ou le ralliement à l'aristocratie et à la bourgeoisie (nationalisme, patriotisme, social-chauvinisme, etc.).

Les marxistes se divisent sur l'analyse et la tactique de la période et l'aile révisionniste de ce courant (Kautsky, Plékanow, etc.) se moque éperdument des motions élaborées lors du dernier congrès de la deuxième internationale (Bâle 1912). Les révisionnistes pensent que le recours à la grève générale, y compris l'engagement d'un processus révolutionnaire visant à une transformation sociale, ne sont plus à l'ordre du jour, voire même illusoire. Ce qui prime avant tout pour ces scélérats : la protection de la patrie. Car ils espèrent que la crise ouverte par le bellicisme débouchera sur le pourvoi de la social-démocratie qui se fortifiera également par l'ouverture d'une ère de prospérité liée au désarmement. Ils préfèrent donc renoncer à l'une des maximes solennelles du socialisme révolutionnaire : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* » au profit d'une autre absolument avilissante : « *Prolétaires de tous les pays désunissez-vous pour le triomphe et la grandeur éternelle de vos bourgeoisies respectives !* », sous le couvert de leur thèse dénommée ultra-impérialisme, c'est-à-dire la fusion des capitaux nationaux dans un capital international : mondialisation. Je rappelle que certains anarchistes signèrent un insolite manifeste en faveur de la guerre. Il s'agit entre autres de Grave, Kropotkine, Cornilleussen.

Tout cela contribue à chloroformer le prolétariat, dont le dispositif structurel se voit également empoisonné par le jacobinisme (la centralisation décisionnelle, le culte du chef...). Le syndicalisme à la consonance d'une neutralité idéologique résultant de la charte d'Amiens en 1906 parmi les tendances principales de la pensée socialiste, va ainsi devenir une chimère. Ce qui achève de délimiter une frontière

théorique au cours du XX^e siècle. En conséquence, une disjonction discursive s'installe selon les tenants d'un socialisme internationaliste et d'un socialisme chauviniste. Le choix de ce dernier trouvera plus tard son effet ultime dans le national-socialisme.

De nos jours, le même opportunisme, possibilisme, pragmatisme, réalisme... préférant l'infidélité à la fidélité discursive (la défense d'un authentique projet révolutionnaire) manient les paradoxes : le vote Chirac, le parlementarisme, le municipalisme, la défense de la Constitution nationale contre celle de l'Europe. Le véritable objectif pour eux n'est pas la défense des intérêts du prolétariat, mais de s'insérer dans les sphères culminantes de l'État afin de satisfaire leurs ambitions illimitées.

Nous observons de fait que le cadre de l'ultra-impérialisme colle au schéma de création et de développement du bloc européen après la deuxième guerre mondiale. Pour moi quelle que soit d'autre part la réalité géographique du capitalisme (ou des capitalismes) : régionale, nationale, internationale et multinationale, les révolutionnaires authentiques ne devront jamais appuyer les théories fumeuses d'une tactique perverse, niant les rapports de classe, qui place le prolétariat à la remorque de telle ou telle bourgeoisie ! En effet, nous n'avons nul intérêt à arbitrer les contradictions de cette classe et nous pouvons saisir tout de suite le manque d'une position révolutionnaire véritable pour ceux qui entendent se positionner sur la Constitution européenne. Car comme le disait Von Clausewitz : « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* » et Foucault de rajouter par le renversement qu'il effectue : « *la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens !* »

En conclusion, les diverses options politiques de la bourgeoisie ne sont que les multiples formes de la guerre de classe qu'elle mène contre le prolétariat. Ce dernier ne peut sous peine de s'aliéner, que développer sa logique de guerre envers le capital par l'agencement d'un projet politique révolutionnaire : le communisme libertaire.

Paul Anton, Syndicat intercorporatif de Caen

Forums sociaux libertaires en Normandie



Dans la lourde épaisseur de la nuit capitaliste et de la brume de la contestation bon chic bon genre se suivant parfois du feu follet des quelques contestations salariales asphyxiées par les gardes-chiourme de la bourgeoisie et du capital s'érigent des endroits comme les forums sociaux libertaires qui se sont déroulés dans les agglomérations de Caen et de Rouen le 10 et le 12 mars 2005 en Normandie.

AU NIVEAU DE CAEN, le collectif caennais de l'organisation du forum social libertaire (CCOFSL) s'est constitué pour la circonstance de l'événement par une poignée d'individus. Ils sont tombés d'accord lors du déroulement d'une réunion sur le principe d'une projection d'un documentaire abordant le sujet de la restructuration dans le secteur automobile pendant la fin des années 80.

Cette dernière s'est opérée par le biais d'un bouleversement de l'OST (organisation scientifique du travail). Elle a pu s'accomplir par une réorientation de l'attitude du prolétaire se juxtaposant d'une amélioration des machines. Ces deux opérations ont ainsi élevé le taux de productivité afin d'occasionner une meilleure extraction de la plus-value s'avalisant également par l'amplification de deux phénomènes : la précarité et la flexibilité du temps de travail.

Le bouleversement de l'OST a donc produit plusieurs effets infernaux pour le prolétaire : l'anéantissement du rapport de force dans l'unité de production capitaliste, la division entre le travailleur et le non-travailleur, la réduction du pouvoir d'achat, l'ensem-

ble du processus de fabrication de l'objet lui échappant définitivement.

La démarche du collectif s'est inscrite en résonance avec l'actualité sociale et il a exploité cette dernière au maximum pour diffuser l'information de la tenue du forum social libertaire sur Caen qui a rassemblé au final entre 60 et 70 personnes. Les tables de presse des composantes de la mouvance libertaire de Caen ont également été disposées pour les recevoir dans le hall d'entrée. À la suite du visionnage du documentaire, un ample débat s'est engagé dans la salle.

Les militants de la CNT-AIT ont insisté sur le fait de promouvoir une pratique d'auto-organisation ; c'est-à-dire des comités de lutte étant indépendants des structures partidaires et syndicales intégrant le champ institutionnel. Nous avons également affirmé l'idée de la convergence des luttes « intra » et « extra » entreprise. Nos interventions ont été bien perçues et comprises. Nous verrons donc la suite...

Deux jours plus tard, nous avons assisté au FSL de Rouen et nous sommes aussi intervenus dans les débats programmés. Le premier a été animé par Jean-Pierre Tertrais avec

comme thème la décroissance. Cette personne nous a livré pendant une demi-heure un exposé fort intéressant. Pour notre part, nous avons souligné deux points :

- La raréfaction à terme (50 ans) des ressources énergétiques telles que le pétrole, le charbon... peut introduire une grave crise dans le modèle fordiste, mais qu'il y a toutefois en l'état actuel 100 ans de réserve de gaz et que nous méconnaissions la capacité de la science à résoudre cette problématique.

- La crise de la production de masse ne signifie pas la disparition du capitalisme puisque le modèle fordiste n'est qu'une variante de celui-ci. En effet, il n'est pas inconcevable que le capitalisme sous le poids de ses propres contradictions (la contradiction environnementale et la contradiction du rapport capital/travail) renonce à la logique du modèle fordiste tout en maintenant dans le cadre de la propriété privée un train de vie convenable pour les possédants tandis que va s'accélérer la paupérisation pour le reste de la population. Il est évident que ce processus va aussi s'accompagner d'un renforcement du contrôle social qui s'exécute par des méca-

(suite page 6)

(suite de la page 5)

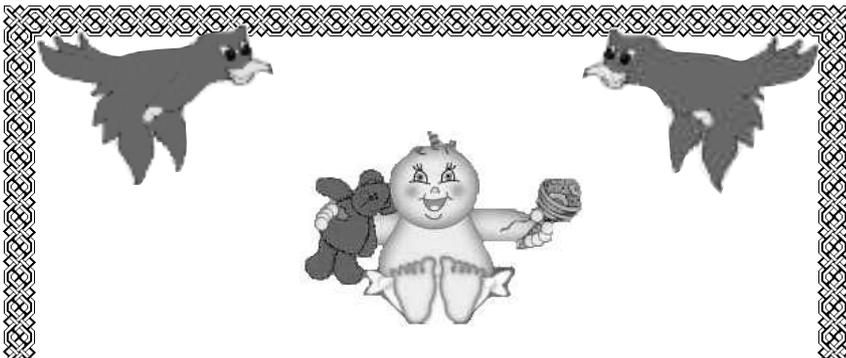
nismes disciplinaires et des mécanismes régularisateurs qu'un certain Michel Foucault a défini à son époque.

Nous avons d'autre part souligné que la problématique va conduire à des affrontements impérialistes violents et destructeurs pour l'accaparement des ressources énergétiques actuellement disponibles et le cas de l'Irak ne vient que confirmer ou illustrer cet état de fait.

Le second débat a porté sur la pratique libertaire dans les luttes sociales. À la tribune, nous avons eu la présence de militants de la Fédération anarchiste membres des syndicats tels que : FO, SUD et « Vignoles » ; nous avons appris que celui-ci se borne à l'investissement dans les syndicats institutionnels et réformistes. Selon ces militants, la faiblesse des luttes ouvrières est surtout le résultat d'une désyndicalisation massive et son recul va signer le renouveau de la lutte des classes. Un de nos compagnons a donc pris la parole pour rappeler que l'impasse a été établie sur la logique générée et entretenue par ces organismes ; c'est-à-dire un mécanisme de collaboration de classe qui pacifie les différents lieux de travail. Celui-ci a défendu la mise en place de collectifs de lutte indépendants de ces organismes réformistes et étatiques. Ce compagnon allant même affirmer qu'une révolution sociale n'est envisageable que par la mise en pièce des syndicats institutionnels, réformistes et que la désyndicalisation atrophiant ces organismes est salutaire. Il n'a fait que reprendre une partie des propos échangés lors du FSL de Caen. Un autre compagnon s'est exprimé au sujet de la lutte des chômeurs menée à Caen en 2003-2004. Bien que ce deuxième débat a été beaucoup plus crispé, cela n'a pas empêché certains auditeurs de nous rejoindre à notre table de presse afin de mieux comprendre l'anarchosyndicalisme de la CNT-AIT.

Nous tirons dans l'ensemble un bilan satisfaisant par le passage et les ventes et nous avons également pris des contacts.

Paul Anton, Syndicat intercorporatif de Caen



Création d'un nouveau syndicat sur Paris et la région parisienne !



C'EST AVEC GRAND PLAISIR que nous vous informons de la création depuis le 1^{er} janvier de cette année du Syndicat intercorporatif Paris Nord de la CNT-AIT, adhérent de l'Union régionale Paris Nord.

Nous entendons œuvrer pour le développement et le renforcement de l'anarchosyndicalisme et de la CNT-AIT, et surtout en région parisienne et à Paris. En effet, ces lieux sont d'une importance stratégique majeure pour le développement de notre organisation, même si les conditions ne sont pas des plus faciles du fait notamment de l'implantation du confusionnisme ambiant (Vignoles et autres) Néanmoins, nous avons bon espoir et les échos favorables que rencontre notre petite initiative nous laissent augurer des développements futurs intéressants.

Pour nous contacter, vous pouvez utiliser les coordonnées postales suivantes :

AIT-JL c/o AAAFA - BP 5 - 75860 PARIS Cedex 18
(merci de ne pas indiquer CNT-AIT ni Interco Paris Nord sur l'enveloppe.)

vous pouvez aussi utiliser le courriel suivant :  interco.paris.nord@cnt-ait.info

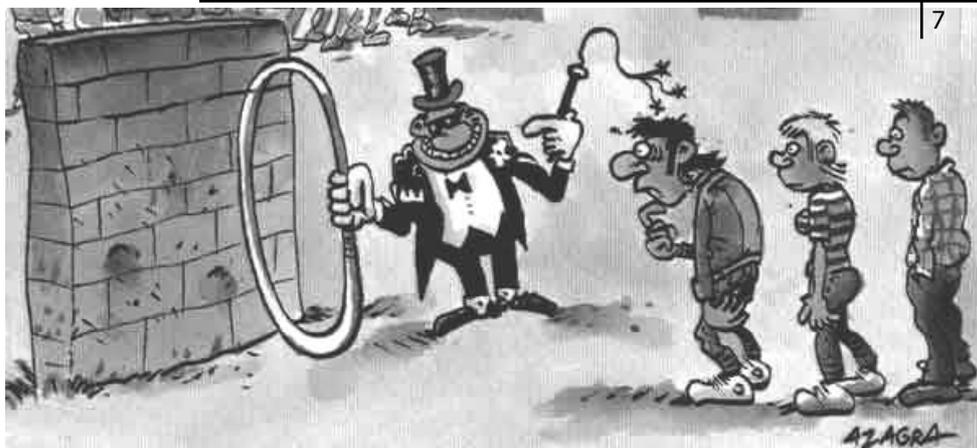
Enfin, vous pouvez aussi nous retrouver sur le site internet « actualité de l'anarchosyndicalisme » : <http://cnt-ait.info>

En vous adressant nos plus chaleureuses salutations,

Vive la CNT, vive l'AIT, vive l'Anarchosyndicalisme et pour la Révolution sociale !

Syndicat intercorporatif de Paris Nord

Le travail c'est la santé...



Des bienfaits du travail temporaire dit à la mode Le système de la précarité met aussi en danger ce petit truc qui nous permet d'apprécier le temps et de nous en donner un peu plus : la santé.

S I L'ON S'EN TIENT au monde du travail, il est évident que le travail précaire a des retentissements sur la santé du travailleur. Tout d'abord, on peut envisager les risques physico-chimiques auxquels sont particulièrement exposés les précaires. Souvent sans grandes qualifications, employés dans des secteurs à risque (bâtiment, nettoyage par exemple), ils « profitent » de l'augmentation récente du nombre des accidents de travail que l'on relève dans ces secteurs. Mais ils y sont plus exposés, du fait qu'ils ne font que passer, qu'ils n'ont pas le temps de mettre en place les procédures d'anticipation qui leur permettraient d'éviter certains risques.

La formation au poste est souvent minimale et l'intégration dans l'équipe très souvent limitée : certaines entreprises emploient bien plus de précaires jetables que de travailleurs fixes. Difficile pour les uns et pour les autres de créer des liens professionnels. Un exemple typique est celui de ces deux jeunes gens,

Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.

intérimaires à qui l'on avait demandé de nettoyer une cuve dans une industrie agro-alimentaire. Leur mission n'était que de quelques jours mais on les a retrouvés, morts, le premier soir au fond d'une cuve. Ils ne savaient rien des dangers encourus et le produit qu'ils utilisaient était étiqueté en allemand...

La précarité, dans ses aspects laborieux, est aussi utilisée pour permettre aux travailleurs moins précaires (les « statutaires ») de prendre moins de risques. La filialisation ou l'externalisation donnent à ce propos d'excellents résultats aux yeux du système. L'exemple le plus frappant est peut-être celui de l'industrie nucléaire. Près de 80 % des risques d'irradiation sont donnés aux travailleurs des entreprises sous-traitantes, elles mêmes très utilisatrices de main d'œuvre intérimaire et de CDD. En ce qui concerne les matières les plus dangereuses, l'externalisation se tourne franchement vers les pays pauvres : le cas de l'amiante est pathétique : ce produit interdit parce que cancérigène dans nos contrées, continue d'être fabriqué (sous licence) dans les pays pauvres... Chez nous, les recherches ne portent plus sur la diminution des risques d'exposition aux produits

dangereux, mais sur les différences de sensibilité à ces produits. C'est donc l'individu qui est responsable de sa maladie, par le fait qu'il n'y a pas résisté !

Pour terminer (sans le clore) ce point, il faut aussi parler de la flexibilité dans le travail dont les précaires sont les premières victimes. Les études montrent que les accidents se produisent plus la nuit, ou en fin de service, lors de la neuvième heure par exemple ; quand le corps comme l'esprit sont à bout. Cette flexibilité, alliée à la méconnaissance des règles de sécurité, non exposées au salarié pour ne pas perdre de temps, voilà qui augmente encore le risque d'accident. Non seulement contraints à la précarité, la précarité expose les travailleurs à mettre en jeu leur propre santé. La réponse des patrons est alors double : il n'y a pas de lien entre l'entreprise et le précaire (dans le cas d'un intérim), ou alors l'accident est de la responsabilité du travailleur, du seul fait de son incurie. Mais, dans la majorité des cas, l'accident du travail est tout simplement caché, tu, dans l'intérêt du patron qui n'aura rien à justifier et parfois celui du travailleur, qui pourra garder encore quelques mois son boulot.

(suite page 8)

(suite de la page 7)

Le second point est celui des risques pour la santé liés à la surabondance du travail, aux cadences élevées, cadences elles-mêmes induites par la flexibilité et la recherche jamais assouvie de plus de profit. Les précaires sont ici aussi aux premières lignes : moins formés, nécessairement de passage, ils n'ont pas la dextérité mentale ou physique des habituées au poste de travail (en usine comme au bureau). D'autre part, on leur confie souvent des emplois de type manutentionnaire (par exemple) qui sont exposés particulièrement aux cadences ou aux charges physiques et mentales lourdes. Cette surabondance produit bien sûr ses effets en terme de risques d'accident de travail (par mauvaise manipulation, par méconnaissance du système technique), mais également des maux à relier à ceux dus à la perte de l'estime de soi. Il n'est pas anodin qu'un nouveau vocabulaire soit apparu depuis quelques années donnant lieu à des commentaires extérieurs au petit monde de la médecine du travail : troubles musculo-squelettiques (TMS, dus aux surcharges de travail, aux gestes répétitifs, etc.), psychopathologie du travail... Non seulement privés de garantie quant à leur avenir, ces précaires sont critiqués autant d'ailleurs par la hiérarchie que par leurs collègues pour leur incapacité à tenir des cadences infernales. Le management par objectif augmente la pression, tant chez le précaire que chez le « statutaire » : le dernier y risque une prime dérisoire, le précaire un renvoi ou tout au moins, outre les humiliations hiérarchiques, son emploi du mois prochain. Se développe ainsi toute une pathologie où s'imbriquent des facteurs physiques (les TMS par exemple) et des facteurs psychologiques qui peuvent conduire jusqu'à la dépression et au suicide. C'est le cas de cette femme, pourtant équilibrée, qui se pendra au petit matin après quinze jours de boulot – où elle excellait autant que sa collègue titulaire – pour n'avoir reçu de la hiérarchie comme de sa collègue aucun encouragement. Sa collègue a dit aux journalistes qu'elle devait avoir des problèmes personnels mais qu'elles n'avaient pas eu le temps d'en parler. Le suicide à cause du boulot ? Il semblerait qu'il soit assez important, surtout chez les précaires. Mais ça, c'est comme les accidents du travail, on n'en parle pas à la télévision. On préfère les accidents de la route bien plus rares mais qui ne mettent pas en cause cette sainte valeur du travail.

Syndicat intercorporatif de Bordeaux



d'Utopia

UTOPIA, c'est un réseau de cinémas, spécialisé dans le film intello de contestation. C'est une affaire qui marche bien, fort bien même¹. L'essaimage progressif du réseau dans toute la France en est d'ailleurs une preuve qui ne trompe pas. Utopia, c'est aussi une *Gazette* gratuite mensuelle (50 000 exemplaires sur Toulouse à ce qu'on dit) qui fait, bien sûr, la promotion des films, mais surtout qui consacre ses pages à l'altermondialisme, aux idées progressistes et autogestionnaires. Utopia, c'est aussi le support de multiples soirées organisées par (presque) tous les mouvements de gauche et d'extrême gauche.

Avec une programmation de qualité, des moyens financiers impressionnants, un discours très ouvert, une audience considérable, Utopia est pour le « peuple de gauche », une institution. Et une institution intouchable. Pourtant, Utopia, c'est aussi un patron et des salariés. Et c'est là que ça se gâte. Parce qu'il n'y a pas de commune mesure entre le discours de la boîte et... la réalité. C'est pourquoi, la CNT-AIT a dénoncé publiquement² deux pratiques inadmissibles : l'attribution des primes en fonction du travail bénévole pour l'entreprise, et la nécessité d'une « conscience politique » chez les salariés ! Réponse patronale quelques jours après dans une *Gazette* consacrant deux pages à critiquer la CNT : rien sur les points soulevés, mais la double accusation de ne pas nous être informés sérieusement et de parler au nom des salariés sans leur accord. Mal en a pris au patron d'Utopia. Ce sont des anciens salariés eux-mêmes qui lui ont clos le bec publiquement en publiant des témoignages accablants sur ce qu'ils avaient vécu dans cette entreprise sans jamais pouvoir l'exprimer jusqu'à présent !

¹ Ainsi, dans le grand Toulouse, les deux Utopia, avec 600 000 entrées payantes battent à plate couture le multiplex UGC centre ville. Chiffre d'affaire cumulé 2003 des Utopia : plus de trois millions d'euros.

² Voir dans *Le Combat syndicaliste Midi-Pyrénées* n° 90, les deux articles sur le sujet.

Dernières nouvelles



Témoignages (extraits)

« La Gazette est prompte à critiquer les autres entreprises, cela tend à masquer la réalité du travail dans ce cinéma : des idées incongrues sur une nécessaire dévotion à Utopia, des heures non comptabilisées dans le temps de travail, des idées politiques que les salariés doivent pouvoir justifier auprès des spectateurs et surtout aucun droit à l'erreur sous peine de recevoir une lettre recommandée. Ma déception dans ce cinéma a été immense, j'ai quitté Utopia à la fin de mon contrat sans vouloir discuter avec mes employeurs d'une éventuelle reconduction, j'ai fui sans me retourner. [...] ».

Héloïse

« J'étais une Utopiste convaincue lorsqu'en mai 2004 les directeurs d'Utopia m'ont proposé d'embarquer pour une aventure salariée de six mois. Nous nous connaissions mieux depuis un certain temps puisque nous avons créé l'association des Utopistes Associés ensemble et j'en étais alors la vice-présidente. [...] J'ai trouvé cette opportunité extraordinaire. [...] Malheureusement (et le mot est faible), j'ai vite déchanté. [...] Le fait [...] de ne pas avoir notre salaire complet un mois paraît anecdotique ; mais il est important de souligner que lorsque ça nous est arrivé, nos patrons si engagés dans la cause des salariés nous ont reproché en réunion d'être mesquins, de nous monter la tête pour ce genre de détails. Mesquinerie, que de nous soucier de savoir si nous allions pouvoir payer notre loyer en début de mois ou donner à manger à nos enfants lorsque nous ne gagnons que 1100 euros par mois ? [...] surtout quand le salaire n'est pas versé pour la simple et unique raison qu'en août le comptable est en congé, et qu'ils n'ont pas prévu un évènement qui se répète chaque année à la dite période ? [...] »

Anne

« J'ai dû enchaîner des semaines de travail [...] parfois supérieures à 42 heures sans avoir été rémunérée en heures supplémentaires. »

Christine

« À cela, vinrent se rajouter, hors du temps de travail, hors rémunération : la relecture des Gazettes (pour les volontaires !), leur distribution auprès des commerçants, le démar-

chage pour de nouveaux emplacements de relais gratuits à cette même Gazette, la mise en place de publicité dans les rues pour le lancement d'Utopia Tournefeuille, l'organisation de futures rencontres avec des metteurs en scène, ces rencontres elles-mêmes, une réunion par mois de 4 heures minimum. Au total, mon 1/4 de temps finissait par devenir un bon mi-temps sans rémunération appropriée. Si l'on comptait frais de déplacement, parking, nourriture... je finissais aussi par perdre de l'argent en travaillant et surtout... beaucoup trop de temps ! [...] »

Christian

« [...] il est arrivé que la durée minimale de repos entre deux jours travaillés ne soit pas respectée. Régulièrement, nous avons évoqué ces problèmes au cours de réunions, ce qui ne manquait pas d'exaspérer nos responsables. Selon eux, cela n'était dû qu'à notre évidente mauvaise volonté (je laisse à d'autres le soin d'évoquer l'épisode de la psychothérapie de groupe). »

Guillaume

« [...] la direction a proposé en réunion une psychothérapie de groupe financée par les primes annuelles des salariés [...]. »

Yane

SOUTIEN « SYNDICALISTE » AU PATRON

En pleine lutte contre un licenciement, au mépris des témoignages accablants, la « CNT 31 » Vignoles, sous prétexte de « fêter » les 20 ans du SCALP vient d'organiser à Utopia deux projections-débats. Une façon indiscutable de se positionner du côté du patron, un patron qui a bien besoin de cautions morales en ce moment ! Cette mascarade morose, qui est d'ailleurs tombée à plat, a été vertement dénoncée sur son versant historique par les fondateurs du SCALP eux-mêmes (qui ne se reconnaissent pas dans ce spectacle marchand) et par la CNT-AIT sur son versant syndical. Ajoutons pour lever toute ambiguïté que les Vignoles ont agi en connaissance de cause, puisque nous les avons informés par courrier de la lutte en cours.

Syndicat intercorporatif de Toulouse



Les comptes

LES ESTIMATIONS les plus diverses ont couru à propos de notre grève du lundi de Pâques : la plus basse, dans tous les sens du terme, fut celle de l'UNSA Éducation qui, par la voix de son secrétaire, annonça 10 % de grévistes. L'inspecteur d'académie, dont c'est déjà plus la fonction de sous-évaluer ce genre d'évènement, monta jusqu'à 12 % ; ses services émirent, dans un premier temps, les pourcentages de 14,9 % dans le premier degré, et 15 % dans le second degré, rectifié plus tard à 23 % dans le second degré. Le pourcentage réel des grévistes dans le premier degré ne sera jamais connu. L'inspection académique, qui l'ignore, a demandé aux directeurs d'école de les informer du nombre des grévistes pour chaque école, type d'enquêtes auxquelles les directeurs, en grève administrative depuis 5 ans, ne répondent pas. Notre syndicat, nouveau dans l'Éducation nationale, et très mal implanté, ne possède pas les moyens de procéder à sa propre évaluation.

Les autres syndicats, qui n'ont pas appelé à cette grève (mis à part le dépôt in extremis, et resté confidentiel, de préavis de grève chez deux d'entre eux pour faire face à la montée du phénomène parmi leurs propres adhérents et sympathisants), ne sont pas intéressés à publier leur évaluation de cette journée. Tout ce que nous savons, c'est qu'il y eut des écoles fermées, et des maternelles où même les ATSEM se mirent en grève, au vu de l'appel de la CNT-AIT ; ce qui montre comme était grande la demande de lutte de la part des travailleurs contre la dernière injure en date que leur faisait ce gouvernement Raffarin-Seillières.

Mais il n'y eut pas que les travailleurs à s'insurger : les parents d'élèves, qui sont de toutes classes sociales, suivirent massivement l'appel au boycott de la FCPE, nombre d'employeurs accordèrent congé à leurs employés, et à Nîmes, on vit le directeur de Vauban fermer la fac, et la Mairie de droite ou le Conseil

Général céder à la pression en libérant la journée pour leurs fonctionnaires territoriaux.

En effet, la marche du capitalisme est aussi une entreprise de destruction du corps social, et tout y passe, depuis les familles avec la mobilité professionnelle, les villes avec la spéculation foncière, la communication avec sa consommation de masse, les habitudes alimentaires avec l'industrialisation des produits, et jusqu'aux formes de la démocratie bourgeoise, avec la mondialisation. L'autonomie des liens sociaux disparaît sous les attaques du totalitarisme marchand. Même les temps de vacances, désormais à la carte pour rentabiliser les infrastructures touristiques, ne sont plus des temps où le corps social tout entier se retrouve : il ne reste que quelques jours fériés dans l'année pour ces retrouvailles ; et, par exemple seulement deux séries de 48 heures, à Pâques et à Pentecôte, pour les travailleurs de la grande distribution. C'est toute la société qui s'est sentie



du Lundi

menacée par la lubie malfaisante de ce gouvernement impopulaire.

Étrangement, aucune des grandes confédérations syndicales, ni aucune fédération de quelque importance dans l'Éducation nationale, n'avait pris la mesure de ce mécontentement, ni des enjeux qui lui étaient liés : la casse des 35 heures, et la réduction de la société à sa fonction marchande (à l'exception de la CFTC qui, opposée à la laïcisation du pays, avait déposé des préavis de grève pour toutes les fêtes chrétiennes concernées). Dans le Gard, cette passivité se traduisit par des mesures hybrides et un peu folles d'absences autorisées pour informations syndicales, ou des consignes de ne se livrer ce jour-là qu'à des activités récréatives avec les élèves ; mesures qui avaient l'avantage de répondre un peu au refus des salariés de travailler, tout en évitant soigneusement qu'ils se mettent en grève. Nombreux furent les collègues ainsi détournés d'une action efficace.

En dépit de tous ces obstacles, la grève eut lieu, et dans des conditions particulièrement dérangeantes pour tous les pouvoirs, gouvernementaux ou syndicaux, c'est-à-dire spontanément. Certes, l'appel de la CNT-AIT a joué un rôle dans le déclenchement de cette grève, mais seulement un rôle catalyseur, et non pas un rôle moteur, notre « autorité morale » dans la profession étant trop faible pour que nous puissions y prétendre. Ce jour-là les grévistes ont brisé le miroir où les tenants du pouvoir jouaient à savoir qui était la plus belle ; on sut en France que nous avions fait grève dans le Gard contre la suppression du jour férié, et le pays tout entier se préparait à en faire autant : partout, à la base, dans les départements, dans les entreprises, les claires intentions de ne pas aller faire la corvée de Pentecôte se multipliaient. La conjonction de ces deux éléments, un refus par le corps social d'une mesure gouvernementale pourtant acceptée par les dirigeants syndi-

caux, et l'explosion de grèves non voulues, menaçait le pouvoir d'un intolérable danger : celui d'une situation hors contrôle. Dans la précipitation, il s'activait pour échapper au désastre : une à une, fédérations et confédérations syndicales, pour éviter d'être débordées par leurs propres adhérents, lançaient des appels à la grève pour le 16 mai ; tandis que le gouvernement, parlant des nécessaires évaluations de la Journée de Solidarité, se préparait à reculer en essayant de sauver la face.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que nous obtiendrons gain de cause : cette journée sera supprimée. Facile victoire : il suffisait de charger pour enfoncer l'ennemi. Et puisque personne aujourd'hui ne songe à féliciter ceux qui ont lancé la charge, c'est-à-dire les grévistes de l'Éducation nationale dans le Gard, nous nous permettons de le faire.

Bravo les grévistes !

Syndicat intercorporatif de Nîmes



Premiers bilans

Le retour de la corvée imposée aux salariés sous prétexte de solidarité est une atteinte sans précédent à nos conditions de vie et de travail. Contre cette régression sociale, il était clair qu'une riposte massive et générale s'imposait. Cette riposte a bien eu lieu – sous forme « de la plus grande manifestation de désobéissance civile qui soit » (Libération du 17 mai 2005) – mais elle a eu lieu dans des conditions très particulières.

Les absents du 16 mai

Les grands absents de cette riposte populaire contre le retour de la corvée sont les dirigeants syndicaux.

La CFTC, syndicat chrétien, le seul à avoir déposé un préavis de grève sur le plan national, ne l'a fait que pour défendre un jour de culte et non en défense de la classe ouvrière. Nous pouvons supposer que si, demain, la mesure ne touchait plus un jour de culte mais s'imposait sous la forme de quelques heures non payées, la CFTC n'aurait pas la même attitude. La CFTC est par ailleurs très minoritaire dans le paysage syndical français, lequel paysage ne concerne lui-même que 5 % des salariés en France...

Quant à la FCPE, qui dans ce cas précis a joué un rôle prépondérant en appelant à désobéir aux consignes étatiques, elle ne pourra plus jouer aucun rôle si le « travail gratuit » arrive à être imposé sous d'autres formes. Si le retrait de la loi concernant la suppression du jour férié semble envisageable, d'autres possibilités restent ouvertes pour le patronat et l'État afin de faire travailler gratuitement les salariés ou de diminuer leurs revenus (comme, par exemple, une nouvelle augmentation de la CSG). Le peu d'ardeur mis par les dirigeants syndicaux pour lutter contre la journée de corvée du 16 le prouve : les directions syndicales sont prêtes à négocier toutes ces autres possibilités. « *Il faut trouver autre chose* » nous dit benoîtement Mailly, le chef de FO, au soir du 16 mai, sans préciser quoi. Tout nous laisse penser que cet « *autre chose* » sera pris sur le dos des travailleurs s'ils ne réagissent pas vigoureusement.

Mais revenons à la journée du 16 pour souligner le contraste saisissant qui a existé entre la très faible mobili-

sation dans la capitale et celle, bien plus massive, en province. Ce contraste s'explique par l'influence du centralisme dans le premier cas et l'apparition d'un certain degré d'autonomie dans le deuxième. C'est ainsi que la grande absence des représentants de la contestation institutionnelle a trouvé pour réponse la grève ou l'absentéisme largement spontané des ouvriers dans les entreprises.

D'abord, les dirigeants syndicaux de la SNCF sauvent la mise du gouvernement

« [...] Dans cette affaire J.P. Raffarin, qui est avant tout un homme de communication, avait tout misé sur l'image. La France bloquée, ce sont des images de quais de gare bondés avec des voyageurs en colère. Pour se prémunir contre ce scénario catastrophe la SNCF a accepté que, pour les cheminots, le lundi de Pentecôte reste un jour férié. En échange, ils devront travailler une minute de plus par jour. » (Libération du 17/05/2005)

Mais si ce compromis a été possible, c'est grâce aux syndicats de la SNCF qui, au lieu d'appeler à leur grève le 2 juin, auraient pu refuser cette minute de travail gratuit supplémentaire et appeler à la grève le 16 mai. En séparant leur action corporatiste de celle, unifiante et globaliste, de la grève du lundi de Pentecôte, ils ont sauvé l'image du gouvernement. Plus grave, cette minute de travail gratuit supplémentaire est certes symbolique, mais elle ouvre une brèche : demain ce seront progressivement deux, puis cinq, dix, quinze minutes puis une, deux, trois demi-heures de travail gratuit qui seront imposées aux travailleurs de la SNCF. Ce sera exactement comme pour la réforme de la retraite, d'abord infligée aux travailleurs du

du 16 mai



privé puis à ceux du public dix ans après. Les dirigeants syndicaux de la SNCF ont donc pris là une lourde responsabilité, à la fois parce qu'ils ont affaibli un mouvement massif de grève et de désobéissance, mais également parce qu'ils ont ouvert la voie à de nouvelles conditions de régression sociale dans leur propre entreprise.

Ensuite les états-majors syndicaux sont absents de la rue parisienne

Bien sûr un observateur averti peut noter que, depuis 1995, les manifestations de rue sont proportionnellement bien moins importantes à Paris que dans les villes de province. Mais le 16 mai, les choses ont encore été plus contrastées ! Massive en province, la contestation dans la rue est confidentielle dans la capitale. Alors qu'à Marseille, il y a 5 000 manifestants et à Toulouse près de 4 000, seules quelques poignées de grévistes sont signalées dans les rues de Paris, et ce sont les lycéens qui, seuls, ont appelé à une manifestation interprofessionnelle ! Cinq cents lycéens, suivis de quelques syndicalistes et profs éparpillés, ont manifesté ce jour-là à Paris. Ils ont montré bien plus de sens politique et de conscience de classe que les fameux « militants professionnels » qui ont brillé par leur absence.

C'est à Paris que résident les gros états-majors politiques et syndicaux et ils n'ont même pas voulu faire le minimum pour organiser une présence conséquente dans les rues de la capitale. Cela confirme que ces états-majors sont plus préoccupés de cuisine politicienne que d'action syndicale. Or, avant le 29 mai et son résultat dans les urnes, il y avait le 16 mai, lequel a été la traduction dans les faits de la capacité de résistance de la population contre le capitalisme triomphant. C'est à ce niveau que se joue notre

avenir, dans cette capacité de résistance dans les entreprises et dans la rue. Cette capacité qui a d'évidence émergé le 16 mai, est donc totalement étrangère aux états-majors parisiens.

Pendant qu'en province, certains taux de grévistes étaient exceptionnellement élevés, où donc étaient les secrétaires généraux des syndicats ? Les Mailly, Thibault, et autres Aschieri ? Derrière leurs bureaux. Ils commentaient en spectateurs l'importance de la mobilisation populaire qui s'est faite sans eux. En deux mots, le mouvement social du 16 mai privé du centre de direction habituel à ce genre de journée, s'est décentralisé ; et c'est de là qu'il a tiré sa force. Ceci redonne toute sa pertinence au projet fédéraliste.

Problématique de l'extrême gauche

Voici peu, les militants de Lutte Ouvrière déclaraient dans leur journal qu'il fallait faire pression sur les directions syndicales pour réussir le 16 mai. Contrairement à eux (ou à ceux de la LCR, qui tentent de noyauter les syndicats), nous pensons que le problème du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire n'est pas le problème de la prise en main de sa « direction ». Il est celui de la prise de conscience de masse. Le 16 mai, les militants d'extrême gauche savaient que les directions ne bougeraient pas. Ils ont donc vaqué majoritairement à leurs occupations traditionnelles. Leur absence de confiance dans les capacités des masses a entraîné leur absence dans la rue en tant que force organisée le 16 mai. Leur travail sur les directions syndicales et sur les appareils ne leur sert donc à rien. Le jour venu, la population consciente de sa

(suite page 14)



Premier bilan

(suite de la page 13)

force et de son projet, n'aura que faire des conciliabules et des tractations, des manœuvres de couloir, des articles de loi, des élections et du spectacle.

Cette même position de suivisme et d'attentisme opportuniste vis-à-vis des appareils syndicaux a inhibé bon nombre de libertaires et de syndicalistes révolutionnaires parisiens. Alors que le contexte du 16 mai, fait de désobéissance massive et décentralisée, est un contexte fondamentalement favorable aux libertaires, les militants parisiens sont pour la plupart encore trop dominés par la dialectique centralisatrice de l'extrême gauche qui nie toute perspective d'autonomie. Il ne s'est donc pratiquement rien passé sur le pavé de Paris, parce que depuis trop longtemps, ce sont les bureaucrates qui dominent la scène ; parce que, pour les empêcher de nuire, il faut les combattre sur le terrain idéologique en propageant les idéaux anarchosindicalistes. Pour nous, le nœud gordien du problème social se tranchera avec l'idéal révolutionnaire et non avec la mentalité étriquée de ces bureaucrates, de quelque bord qu'ils soient.

Le 16 mai en Midi-Pyrénées

Privée de direction centrale – une première en France dans un mouvement social de cette ampleur, ce qui est un comble d'ailleurs pour tous ces appareils centralisés sous inspiration marxiste et jacobine – il est intéressant de voir comment a réagi la base. La base, ce sont tous ces militants qui veulent se défendre contre la réaction, ce sont aussi ces individus non encartés dont la colère monte devant tant d'injustice et de bassesse. Ce sont tous ceux qui, même s'ils ne partagent pas notre position abstentionniste, sentent bien que jouer au petit jeu du « oui » ou du « non » sera bien insuffisant et qu'il faut que des actes clairs et concrets soient posés sur le terrain social.

C'est pourquoi, dans toute la France, des sections, des militants, des personnes isolées ont entamé le combat en ordre dispersé. D'abord dans le mépris le plus total – tant leurs voix furent étouffées par le tintamarre sur le référendum du 29 mai – puis de plus en plus écoutées, surtout depuis l'épisode du lundi de Pâques gardois, ces personnes ont organisé sans le savoir une riposte décentralisée et

d'une efficacité redoutable contre l'État et le patronat. En Midi-Pyrénées les militants de la CNT-AIT ont pris part à cette dynamique.

« Un lundi de Pentecôte agité en Midi-Pyrénées » (FR3)

À l'image des salariés de la Connex (société de transports de l'agglomération toulousaine, 75 % de grévistes d'après la direction) qui n'ont pas hésité à bloquer les deux dépôts de bus, de nombreux travailleurs du public mais aussi du privé ont relevé énergiquement le défi. À la mairie de Blagnac, sur un millier d'employés il y avait 700 grévistes. Dans le public, il y a eu 42 % de grévistes à la poste et 52 % à la CPAM. Dans l'éducation, de nombreuses écoles ont dû fermer et le mouvement a été très largement suivi. Dans le privé, ce fut plus difficile, des salariés ont reçu des lettres d'intimidation de leur patron pour les forcer au travail. Dans d'autres entreprises, certains se sont mis en grève tous seuls. Dans le rassemblement du matin, on pouvait remarquer la présence de salariés d'Astrium (ex-Matra, groupe EADS). Plusieurs milliers de personnes se sont réunies devant la mairie de 10 à 11 h 30. Ensuite plusieurs cortèges ont envahi les rues dans différentes directions. À 13 heures des rassemblements avaient lieu à Toulouse à la fois devant la mairie, devant la préfecture de la Haute-Garonne et le rectorat de l'Académie ! Plusieurs compagnies de CRS, quant à elles grassement payées – bel exemple de dépenses inutiles – ont restées désœuvrées et l'arme au pied dans les grandes artères de la ville.

L'action de la CNT-AIT dans la région Midi-Pyrénées

En ce qui nous concerne, nous n'avons bien sûr rien attendu des dirigeants syndicaux. Les seules forces avec lesquelles nous savions pouvoir compter étant les nôtres et celles de tous ceux qui allaient prendre conscience des véritables enjeux de la situation et parmi eux un nombre non négligeable de syndiqués...

Pour les toucher, il fallait produire et diffuser massivement nos positions le plus clairement possible. Pour ce faire, nous avons largement pris exemple sur l'action conduite par les compagnons de la CNT-AIT du Gard pour

du 16 mai (suite)



le lundi de Pâques, qui fut un fiasco pour l'État et un succès pour les grévistes. Nous avons donc procédé en deux temps. D'abord en faisant savoir partout où nous étions présents que, quoi qu'il arrive, nous n'irions pas travailler le lundi de Pentecôte ; puis, dans un deuxième temps, en appelant à la grève le 16 mai. Ce deuxième temps a connu des épisodes différents. Le premier s'est déroulé quand quelques travailleurs se sont emparés de nos textes, parus dans le *Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées*, pour faire surgir le problème du 16 mai dans leur entreprise. Cela a poussé certaines sections syndicales à déposer des préavis, dans le Tarn cela a amené l'UD-CGT à se positionner clairement, ailleurs ce sont des syndicats autonomes, comme à la mairie de Blagnac, qui ont posé des préavis.

Mais ces initiatives étaient encore isolées avant le 1^{er} mai. À cette date, nous sommes intervenus dans les manifestations d'Albi, Montauban, Figeac, et Toulouse, en appelant à la grève et à un **rassemblement** le 16 mai à 10 h place du Capitole à Toulouse. Les états-majors régionaux des syndicats ont dû réagir. Car le Premier Mai, mis à part notre appel largement diffusé par tract, la question du lundi de Pentecôte était peu abordée, le thème général dominant dans les cortèges était le référendum. Cela est bien paradoxal ! le Premier Mai à Toulouse était voué à cet enjeu électoral et les syndicalistes (qui nous reprochent nos positions idéologiques et donc de ne pas faire du syndicalisme « neutre ») en avaient complètement « oublié » (?) de mobiliser contre la corvée imposée par nos néo-monarques !

Se rendant compte, mais trop tard, de la bétise commise, les bureaucrates de la région furent placés devant un cruel dilemme. Inexister (comme à Paris) ou nous suivre. Soit ils nous laissent seuls place du Capitole, seuls devant la mairie de Douste Blazy, un des responsables principaux de cette loi rétablissant la corvée. Soit ils font comme nous. C'est ainsi qu'à partir du 10 mai furent diffusés en catastrophe des appels « unitaires » à se rassembler place du Capitole à... 11 heures.

La manifestation du 16 mai à Toulouse

Qu'à cela ne tienne, à 10 heures une centaine de militants de la CNT-AIT étaient présents sur la place. Dès

notre arrivée, nous apprenons que les syndicats officiels n'ont pas déposé de trajet de manif. Ce rassemblement n'était bien pour eux qu'un contre-feu destiné à donner le change à leur base et à faire le minimum en la circonstance : un rassemblement flonflon puis retour à la maison. Peu à peu, des salariés en grève et surtout en rupture de ban avec SUD et la CGT nous rejoignent et nous informent des événements dans leur entreprise. Arrivent ensuite de puissants camions sono – de FO surtout – qui nous entourent. Ils diffusent à fond une musique indigeste. À 11 h 15 tout l'espace sonore est occupé par eux, tant et si bien que plus personne ne pouvait se parler. À ce moment, la question se pose de savoir s'il fallait partir de là. À 11 h 30 on autoorganise un cortège qui appelle à se rendre à la préfecture. Deux compagnons empoignent un carré rouge et noir. Derrière, un autre parle au mégaphone : « Nous avons assez entendu de musique faisons entendre notre voix. À la préfecture ! ». Un groupe de 150 militants et sympathisants de la CNT-AIT, sans drapeaux, sans camion ni tralala, sans rien que la colère, fait le tour de la place du Capitole. Les lycéens sont les premiers à nous rejoindre. Ils se sont sauvagement fait matraquer la semaine dernière devant le rectorat. Trois d'entre eux ont été gravement blessés par les CRS. La première visite sera donc pour le rectorat. Puis, les rues du centre ville se remplissent de slogans « *Police nationale, police du capital* », « *Contre l'esclavage grève générale* », « *Leur loi n'est pas la nôtre : désobéissance générale* ». Trois mille personnes emboîtent le pas. Ensuite, cela part dans tous les sens, et c'est tant mieux, qui vers Virgin pour bloquer le magasin, qui vers la préfecture. Les RG sont sur les dents. La foule manifeste là où bon lui semble, sans apparatchik ni syndicat et sans SO.

Notre force collective est palpable, et cela fait du bien au moral. C'est sûr, cette sensation n'a duré qu'une matinée. Mais il ne tient qu'à nous de la prolonger en préservant cette autonomie de l'action et cette unité dans la lutte, sans appareil politique ou syndical, dont nous avons vu qu'ils sont inutiles sinon pour museler les luttes.

Des militants des Syndicats intercorporatifs de Paris et Toulouse



C E SONT DES SIMULATIONS (comme à Paris ou à Belleville/Loire dernièrement) qui s'avèrent être des entreprises surtout de contrôle social totalement inopérantes et inconséquentes en termes sanitaires où le dispositif militaire est quasi absent, uniquement en arrière-plan, juste pour suggérer qu'en cas d'accident réel, c'est bien les militaires et eux seuls qui mèneraient les opérations de maintien de l'ordre et non la sécurité civile. Avec le bordel qui règne lors de ces simulations, et ce serait sans doute pire en cas d'accident, on comprend pourquoi les autorités se préparent à cacher tout simplement l'accident s'ils le peuvent mais surtout à l'encadrer militairement de façon conséquente. Le raccourci SOCIÉTÉ NUCLÉAIRE = SOCIÉTÉ POLICIÈRE ET MILITAIRE prendra alors tout son sens..

Ce sont aussi ces distributions de pastilles d'iode dans les agglomérations proches des centrales qui s'avèrent inefficaces si elles ne sont pas prises dans de bonnes conditions 1 à 2 heures avant l'exposition et inopérantes quelques heures après leur prise. Elles sont censées, en effet, *protéger* de l'iode radioactif afin que celui-ci ne se fixe sur la thyroïde, mais c'est masquer ainsi toute la gamme des autres radioéléments encore plus dangereux que sont les césium, thorium, uranium, etc., dont les effets et les durées de vie sont pires. Un gros bluff donc, vu le secret qui entourerait un accident et son rayon d'action !

Discipline nucléaire !

Depuis l'accident de Tchernobyl, on sait par expérience que l'accident majeur est possible. En France les autorités et le lobby nucléaire s'y attendent et prennent des mesures préventives pour dégager leurs responsabilités futures. Le meilleur moyen pour cela c'est de responsabiliser toute la population et d'associer à cette fin des ONG, individus médiatiques et communauté civile dans des opérations humanitaires de communication et de prévention de la catastrophe. EN FAIT CES OPÉRATIONS NE VISENT QU'À L'HABITUATION À LA CATASTROPHE.

Ce sont encore dans les médias ces révélations au compte-goutte des mensonges passés de l'État et des nucléocrates. Journaux radio ou télé y vont de leurs entrefilets ou émissions spectaculaires, procès, etc. qui découvrent les dégâts après les avoir tant tus. Il est nécessaire de s'interroger sur la raison pour laquelle les autorités acceptent de revenir sur des mensonges passés qu'ils ont tenus bec et ongle, comme le fait que les divers essais ou accidents radioactifs n'auraient provoqué aucun dommage. Nous assistons ici après le fait accompli, et grâce à une pseudo-transparence, à une vaste entreprise de manipulation pour l'acceptation par la société civile tout entière à cogérer la future et inévitable catastrophe et ses dégâts.

Ce sont enfin, entres autres, ces plans de réhabilitation des territoires contaminés en Belarus qui, se basant sur un manque d'études sanitaires antérieures, refusent d'attribuer à l'accident de Tchernobyl les conséquences de maladies causées par la contamination interne. Pour les nucléocrates la contamination interne n'existe pas car elle ne peut pas se prouver par des études statistiques, ce n'est donc que de la radio-phobie entretenue par les anti-nucléaires. Le but des nucléocrates est la préparation à la survie en milieu contaminé, au Belarus comme ailleurs, le *codex alimentarius* qui préconise des normes hautes admissibles dans l'alimentation, en est l'illustration. Cette mesure permettrait de minimiser les conséquences sanitaires d'un accident

mais aussi d'accepter des denrées produites en territoires contaminés. Avec l'irradiation industrielle des aliments, pudiquement nommée ionisation pour pas effrayer le pèlerin, notre environnement s'avère des plus radieux.

Avec la Bombe, nous étions préparés au risque nucléaire militaire et sa destruction totale qui a engendré ce comportement d'aveuglement : *Après moi la fin du monde*. Mais le nucléaire en général et sa logique disciplinaire risquent bien d'être en attendant *la fin de l'espoir d'un monde*, celui d'un monde humain, émancipé et autonome, tel que nous le concevons. C'est sans doute pourquoi, à l'heure où les nucléocrates remontent de plus belle au front afin d'enfoncer plus loin le clou de la domination, à l'heure où ils ressortent leurs armes de prédilection (mensonges, manipulations, discours d'experts), que le 14 mars 2005, un groupe d'individus anonymes a interrompu dès son ouverture le séminaire européen SAGE* qui se tenait à Paris. Les nucléocrates présents ont été copieusement arrosés d'œufs pourris, de purin et de peinture. Juste retour d'expérience, évidemment trop symbolique, pour répondre à leur travail de défense de l'industrie nucléaire.

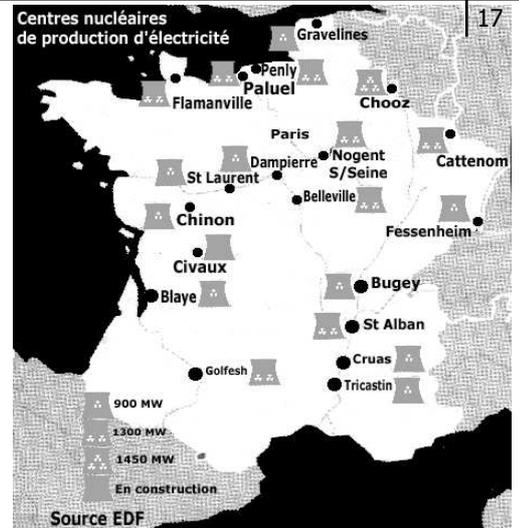
Le texte suivant à été laissé sur place.

Syndicat intercorporatif de l'Essonne

* Stratégies pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire.

« Retour d'expérience »

Aux experts nucléaristes européens et à leurs supplétifs réunis au CNAM pour finaliser le programme SAGE¹



PARCE QU'IL EST INCONCEVABLE pour tout pouvoir d'assurer l'évacuation des zones contaminées, la catastrophe de Tchernobyl a produit 8 millions de cobayes condamnés à survivre sur des territoires dévastés à jamais.

Mais elle a aussi produit une nouvelle génération de nucléocrates, VOUS, tout entiers dédiés au contrôle social.

Vous déclarez : « [...] *vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence* »... et vous organisez l'invisibilité du désastre.

Avec les programmes ETHOS et CORE², conduits par l'industrie nucléaire, vous avez, en Biélorussie, « aidé » les populations à faire comme si elles pouvaient vivre normalement dans des conditions qui les tuent.

Vous appelez cela « *le développement durable sous contrainte radiologique* ».

Armés de compteurs Geiger et puant la bonne conscience, vous êtes allés jusqu'à expliquer aux femmes enceintes qu'elles devraient se « *réapproprier leur environnement* ».

Riche de votre expérience, la Commission européenne a maintenant besoin de vous pour en appliquer les conclusions ici. Car les États européens se sont rendus à l'évidence : le développement actuel du nucléaire « *impose d'envisager l'éventualité d'un tel accident* ».

Le projet SAGE que vous finalisez vise à anticiper une telle « surprise » en formant les habituels relais du pouvoir (professionnels de l'éducation et de la santé) à « *une culture de protection radiologique* », véritable guide de conduite pour apprendre à crever en comptant les becquerels.

Votre sale boulot prend tout son sens une fois mis en relation avec les dernières décisions de l'État : en effet, les illusoires mesures de seuils de radioactivité viennent d'être revues à la hausse, normalisant une alimentation et une agriculture irradiées.

Vous n'êtes qu'un rouage de cette vaste entreprise de camouflage qui consiste à accoutumer les esprits au fait accompli. Et, dans cette scénographie, il ne manque pas d'écologistes collabos (ACRO³...), de scientifiques marginalisés (Belrad), pour jouer les faire-valoir de ce projet négationniste.

Toute cette affaire vise à organiser l'acceptation et la « confiance sociale » nécessaires à la relance actuelle des programmes nucléaires, civils et militaires (EPR, ITER, uranium appauvri, laser mégajoule...).

Pour être pleinement efficace, votre travail de *dissimulation* experte se double d'un spectacle télégénique où figurent gyrophares, blouses blanches et tenues NRBC, la *simulation*.

Aujourd'hui, dans une station de RER, dans la cour d'un hôpital, sur une base militaire, dans le « périmètre » d'une centrale, dans les champs, les simulations sont partout. La mise en scène militaire de la défaillance et de sa résolution par des praticiens « efficaces » sont les deux faces d'un même projet de domination.

Fardée d'images et bardée d'experts, la catastrophe peut alors s'effacer dans un quotidien ininterrompu « *d'incidents significatifs* », de « *disparitions* [de sources radioactives] dans le nucléaire de proximité », d'« *actes de malveillance* », de « *retour d'expérience* », d'« *accidents domestiqués* », de distribution de pastilles d'iode et d'« *amélioration des méthodes d'interaction avec les populations* ».

Bien sûr, cette habitude à laquelle vous travaillez n'a pas pour finalité d'empêcher une catastrophe que l'armée est désormais officiellement la seule « habilitée » à gérer. En réalité, elle est là pour ajuster les rapports sociaux au désastre existant et aux suites des catastrophes à venir.

Comme le conseille l'illusionniste prestigieux Jacques Lochard, « *nous devons occuper le terrain* ». Nous avons tenu cette fois à suivre son conseil et à venir couronner, comme il se doit, votre travail de maquillage en faisant notre « retour d'expérience ».

Paris, les 14 et 15 mars 2005

*Lonesome cobaye not so far away from Belarus
(Transmis par le Syndicat Intercorporatif de l'Essonne)*

- 1 Stratégies pour une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive suite à un accident nucléaire.
- 2 ETHOS et CORE sont des projets de réhabilitation des conditions de vie dans les territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl.
- 3 Association de contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, constituée suite à la catastrophe de Tchernobyl en 1986 par une campagne de souscriptions-adhésions d'un millier de personnes, d'associations et de municipalités. [NDLR]



OGM et C'est

Effet de serre, réchauffement de la planète, dérèglements climatiques, intoxication des travailleurs, empoisonnement de notre atmosphère, de notre eau ou de notre nourriture, oppression psychologique des masses... notre mode de vie n'est qu'un gigantesque suicide collectif! Nous mettons nos vies en péril en produisant l'électricité nécessaire à l'assouvissement de besoins futiles¹. Rentabilité et productivisme conduisent à la destruction de notre environnement et à l'empoisonnement de nos aliments². L'Être humain semble ignorer que si la Nature peut vivre sans lui, la réciproque n'est pas vraie. Le développement des OGM est caractéristique de notre entêtement dans ce bras de fer perdu d'avance et de la faculté de nos dirigeants politiques, économiques et scientifiques à nous mener à la catastrophe.

Chat Noir n° 8, - 1
supplément
régional de
l'UR Centre .

Chat Noir n° 9. - 2

Le Petit Robert. - 3

Hervé Le Meur : - 4

« Qu'est-ce qu'un
OGM ? »

in *L'Écologiste*,
n° 10, juin 2003.

Voir aussi

[www.ogmdangers.org/
enjeu/alimentaire](http://www.ogmdangers.org/enjeu/alimentaire).

International - 5

Service for the
Acquisition of
Agro-biotech
Application.

(www.isaaa.org).

L'ISAAA est financé
par les firmes trans-
géniques, parmi les

donateurs

on trouve :

Monsanto, Dupont,

Dow AgroSciences,

Nestlé, Bayer

Cropscience...

tout le gratin des

multinationales

agroalimentaires

prêtes à

nous empoisonner

pour s'enrichir.

Un rapport

en français

est disponible

sur leur site.

Définition des OGM : un nom qui est déjà une manipulation

« *Organisme génétiquement modifié* » : une formule bien anodine et peu explicite. En fait on devrait parler d'organisme vivant non naturel, fruit de manipulations imprudentes, création de docteurs Frankenstein. Voilà des termes beaucoup plus inquiétants et malheureusement plus fidèles à la réalité. « *Être vivant ou organisme de conformation anormale* »³, la définition de monstre convient parfaitement pour décrire les OGM.

La modification génétique consiste à mélanger des gènes d'organismes divers : plante, animal, virus ou bactérie... Il s'agit généralement de l'introduction d'un gène étranger dans une plante afin de produire une protéine lui donnant une fonction particulière : un gène de poisson a été inséré dans des fraises pour qu'elles résistent au gel, une protéine de la bactérie « *Bacillus thuringiensis* » (Bt) est introduite dans du maïs car elle possède des facultés insecticides.

Le gène identifié est extrait grâce à des enzymes permettant de découper l'ADN. Les gènes qui forment celle-ci sont composés de 3 éléments : le promoteur (qui détermine dans quelle cellule le gène sera actif), la séquence codante (succession de molécules de base appelées GACT) et un terminateur qui marque la fin du gène. Or un codon produira la même protéine qu'il soit dans l'ADN d'une plante, d'une bactérie ou d'un animal. En revanche, une séquence de base d'ADN identique donnera une protéine et une fonction qui dépendra et pourra

varier selon la nature de la cellule dans laquelle elle est intégrée. Les effets de la manipulation génétique sont donc impossibles à maîtriser dans leur intégralité. On ne peut pas prévoir toutes les réactions résultant de l'introduction d'un nouveau gène dans un organisme, ni de la rencontre entre celui-ci et les gènes naturels de l'organisme hôte ou d'autres êtres vivants. Par ailleurs, aucune des méthodes utilisées dans la fabrication des OGM ne permet de prévoir le nombre de transgènes introduits et donc toutes les modifications déclenchées (effets dits pléiotropiques)⁴. Loin d'être un produit maîtrisé par la science, les OGM sont des monstres dont de nombreux aspects échappent complètement aux scientifiques ou sont définitivement imprévisibles.

À l'heure actuelle, les OGM sont essentiellement produits dans 5 pays : États-Unis (59 % des cultures transgéniques), Argentine (20 %), Canada (6 %), Brésil (6 %) et Chine (5 %). Les principales plantes transgéniques sont au nombre de 4 : soja (56 % du soja produit dans le monde en 2004), coton (28 % contre 21 % en 2003), colza (19 % contre 16 % en 2003) et maïs (14 % contre 9 % en 2002)⁵. Les plus grosses firmes transgéniques sont Monsanto, leader incontestable, puis viennent Aventis, Syngenta, Dupont et Dow.

Les cultures OGM se développent irrésistiblement : en 2004, 17 pays produisent des OGM contre 13 en 2001 ; les surfaces cultivées sont passées de 67 à 81 millions d'hectares entre 2003 et 2004 ; de nouvelles plantes sont touchées (riz, blé, betterave, banane, tabac,

alimentation : notre monde qui nous dévore !



tomate, tournesol, vigne, café, cacao, chou, concombre, melon, pomme de terre, laitue, courge...), sans oublier le saumon transgénique d'AquaBounty et A/F Protein. En Europe, l'Espagne produit du maïs Bt, ainsi que l'Allemagne et la Roumanie. En France, les OGM sont présents sous forme de cultures dites expérimentales.

Les conséquences pour l'environnement et l'agriculture

Un exemple concret permet de cerner quelques effets désastreux du développement des cultures OGM.⁶

Monsanto commercialise du colza transgénique au Canada depuis 1996. En 1998, la firme attaque en justice Percy Schmeiser, un producteur de colza, pourtant non transgénique, pour vol de brevet car on a découvert des traces d'OGM dans ses récoltes. Bien qu'il s'agisse d'une contamination accidentelle, la cour fédérale donne raison à Monsanto en 2002 : les bénéfices de la récolte de 1998 sont reversés à la multinationale.

Premier élément à charge : la contamination de l'environnement en raison de la dissémination de pollen par le vent ou les insectes. À terme, toutes les cultures non transgéniques peuvent être touchées à moins que les douanes ne soient capables d'arrêter une abeille ou de fouiller la brise ! La biodiversité des plantes est donc directement menacée. Ce phénomène a incité le tribunal administratif de Limoges à valider, le 27 mars 2003, l'interdiction des OGM sur la commune de Coings (Indre) en

raison de la présence de cultures biologiques. Il faut être conscient que cette contamination rend l'agriculture bio incompatible avec l'existence des OGM ; nous serons incapables de contrôler ce que nous consommerons.

Certaines conséquences désastreuses des OGM sont passées sous silence même si elles sont clairement identifiées. La quasi-totalité des plantes OGM sont destinées à résister ou à produire des herbicides et des insecticides. En 2004, 72 % des OGM produits dans le monde sont des cultures résistantes à un herbicide total⁷, par exemple les cultures « Roundup Ready » de Monsanto ne sont pas affectées par l'herbicide du même nom. On peut donc recourir massivement à des produits chimiques sans toucher la production. C. Benbrook, ex-directeur de la section agriculture de l'Académie des Sciences des États-Unis a mis en évidence ce problème. Quant aux plantes dites « résistantes » aux insectes, comme le maïs Bt, elles sont en réalité productrices de leur propre insecticide et donc polluantes. Ces plantes insecticides pourraient produire de 10 000 à 100 000 fois les doses de pesticides traditionnels.⁸

Enfin le phénomène de dissémination laisse présager le développement de plantes et d'insectes résistants aux herbicides et insecticides utilisés après assimilation des gènes produits qui sont transmissibles à d'autres organismes. Les réactions immunitaires sont déjà avérées pour les pesticides chimiques.

Second élément à charge : l'assujettissement des paysans qui seront dépendants des multina-

(suite page 20)

6 - C. Smith in *L'Écologiste*, juin 2003. www.percyschmeiser.com

7 - <http://www.ogm.org> qui reprend en français les travaux de l'ISAAA.

8 - J.P. Berlan, *La guerre au vivant*, 2001, cité in *L'Écologiste*, juin 2003.



OGM et alimentation :

(suite de la page 19)

- M. Dufumier, - 9
in *L'Écologiste*,
juin 2003.
- Expérience décrite - 10
in *The Lancet* 354
(1999)
ou résumée dans
L'Écologiste n° 10
et www.ogmdangers.org/enjeu/alimentaire/Pusztai.htm
- L'Alliance for - 11*
Biointegrity
a intenté
un procès à la FDA
à la suite
de cette affaire
pour réclamer
l'application
d'un principe
de précaution
contre les OGM.
Voir leur site :
<http://www.biointegrity.org>
- Pusztai reprend - 12
les résultats
en dénonçant
les conclusions
erronées
de la FSA
in *L'Écologiste*,
juin 2003.
- Le Monde* - 13
du 15 décembre
2004.
- « Le Roundup - 14
n'intoxique pas que
les mauvaises
herbes »
in *Le Monde*
du 13 mars 2005
et
*Environmental
Health Perspective*
du 24 février.

tionales productrices de semences transgéniques. Les agriculteurs sont liés par contrat avec Monsanto : ils s'engagent à ne pas réutiliser les graines tirées de leurs récoltes mais à racheter chaque année des semences à la firme. La firme recourt à des détectives privés et encourage la délation pour traquer les éventuels fraudeurs. Elle est également soupçonnée d'envoyer des lettres de menace et d'extorsion : les paysans contactés sont accusés de fraude et doivent verser une indemnité s'ils veulent échapper à des frais de justice gigantesques. Quand on voit la rapacité dont fait preuve Monsanto pour accroître ses profits et pressurer les agriculteurs, il est inconcevable que les OGM représentent un quelconque espoir pour les paysans pauvres qui n'auront pas la possibilité d'assumer une telle pression financière. En outre des agronomes signalent que les semences conçues scientifiquement et standardisées s'avèrent parfois inadaptées à l'environnement particulier dans lequel on les utilise et beaucoup moins efficaces que des semences naturelles sélectionnées par les paysans⁹.

Les dangers sanitaires

Après l'affaire de la vache folle, du poulet à la dioxine, de la grippe aviaire ou encore des nitrates et pesticides dans les fruits et légumes, les OGM ne manquent pas d'inquiéter les populations. Que sait-on en fait des risques pour la santé représentés par les OGM ?

Les études scientifiques sur les risques des OGM relatifs à la santé des êtres vivants font l'objet d'une véritable guerre de communication. C'est un enjeu majeur dans la lutte pour leur développement ou leur arrêt. Le problème étant que le temps joue en faveur des employeurs.

En 1995, le Dr Pusztai, spécialiste des interactions entre alimentation et système digestif, dirige un groupe de scientifiques étudiant les effets de l'ingestion de pommes de terre transgéniques par des rats. Le ministère écossais de

l'Agriculture soutient ce projet mené par le Rowett Institute. En 1998, les premiers résultats fort inquiétants sont communiqués aux médias. La Royal Society récuse les travaux de Pusztai qui est congédié par son directeur. Les recherches sont stoppées sans que l'on tente de les infirmer en dépit du danger signalé ! En effet, les analyses du groupe de Pusztai ont révélé des altérations du tube digestif et des intestins des rats nourris avec ces pommes de terre transgéniques¹⁰.

D'autres travaux ont mis en évidence les atteintes à la santé, pour des animaux, consécutives à la consommation d'OGM. Lors d'une étude relative à l'ingestion de tomates transgéniques, 7 rats sur 40 sont morts en 2 semaines !¹¹ La FDA (agence américaine de contrôle des aliments et des médicaments) a aussitôt rejeté la mise en cause des aliments transgéniques et abandonné ce genre d'expérience. Des recherches ont également montré qu'un gène marqueur de résistance antibiotique pouvait survivre dans l'intestin, tant chez la souris que chez les êtres humains. Les bactéries intestinales peuvent alors reprendre ce gène au risque de rendre les antibiotiques inefficaces pour l'organisme¹².

La Commission du Génie Biomoléculaire (CGB) a rendu en décembre 2004 un avis favorable à la commercialisation en France du maïs MON 863. Pourtant, la CGB avait donné un avis contraire en octobre 2003 suite aux études du laboratoire Covance, qui avaient relevé des anomalies sanguines et rénales chez des animaux nourris au MON 863¹³.

Une étude menée par Seralini, biochimiste de l'université de Caen et membre dissident de la CGB, laisse entendre que le glyphosate, substance utilisée dans les herbicides, tels le Roundup de Monsanto, présente des dangers pour la santé. Or ces herbicides « sont devenus un produit alimentaire depuis qu'on les utilise sur les OGM, capables de les absorber sans succomber »¹⁴.

C'est notre monde qui nous dévore !

(suite)



On peut également ajouter le problème des allergies alimentaires liées à l'introduction de substances nouvelles pour l'organisme ou au dérèglement du système immunitaire provoqué par un gène. Des cas sont attestés avec un plant de colza et une variété de papaye transgénique¹⁵.

Il est révélateur que dès qu'une recherche tend à remettre en question l'inocuité des OGM, scientifiques et administrations se mobilisent pour nier et stopper les investigations. Si les produits transgéniques sont sans danger, pourquoi ne pas prolonger ces travaux pour lever le doute ? Finalement, les stratégies utilisées par les pro-OGM sont le meilleur argument pour refuser de servir de cobayes. Les tentatives de manipulation n'ont d'intérêt que s'il faut cacher quelque chose d'inavouable. En réponse, les demandes d'élucidation des risques éventuels liés aux aliments transgéniques se sont développées. On pourrait penser qu'avec un principe de précaution inscrit dans la « Charte de l'Environnement » la plus grande prudence est respectée afin d'assurer la sécurité des citoyens. Malheureusement, l'hypocrisie de nos dirigeants est encore une fois éclatante¹⁶ et les intérêts économiques priment sur le bien-être des populations.

Les conséquences sociales

Elles découlent du constat précédent. Les OGM sont révélateurs de l'assujettissement de citoyens trompés et manipulés par les défenseurs du système : patrons, politiques et scientifiques défendant leur place. Les savants sont payés par les multinationales pour justifier et concevoir les produits qu'ils vendent et tous s'entendent pour célébrer les bienfaits de la Science. Les politiques, garants du système capitaliste, défendent les entreprises même si elles nuisent à la santé des populations et à l'environnement (amiante, sang contaminé...). Il y a parfois collusion : la firme britannique Sains-

bury tente de commercialiser une purée de tomates transgéniques, mais doit abandonner en raison des réticences des consommateurs ; aucun principe de précaution n'a été respecté par le ministre anglais de la Science et de l'Innovation de Tony Blair qui s'appelait... Lord Sainsbury ! Plus sournoisement encore, les risques créés finissent par rendre incontournable le recours aux dirigeants politiques et aux experts scientifiques qui se posent en protecteur des consommateurs alors qu'ils contribuent au développement des OGM.

À cet égard, la supercherie de l'étiquetage obligatoire est exemplaire¹⁷. Une réglementation européenne entrée en vigueur le 18 avril 2004 impose la mention d'ingrédients génétiquement modifiés sur les étiquettes des aliments s'ils contiennent ou sont fabriqués à partir de 0,9 % d'OGM. Malheureusement les produits d'animaux nourris avec des OGM en sont dispensés alors que 80 % des OGM entrent dans notre alimentation par le truchement de la nourriture animale. L'étiquetage ne nous permet donc pas d'être certains de ce que nous mangeons¹⁸. Cette mesure est non seulement inefficace, mais aussi contre-productive car elle laisse penser que l'on peut se préserver grâce à une quelconque réglementation. N'occultons pas les inévitables fraudes : deux dirigeants de la société Golden Harvest Zelder France, installée près de Saumur (49), ont été condamnés pour avoir dissimulé la nature de semences de maïs OGM américaines vendues¹⁹.

En réalité, on nous roule dans la farine en nous faisant croire que la technologie est sûre et contrôlée comme pour le nuage de Tchernobyl ou les maladies liées à la commercialisation en France de cosmétiques reconnus dangereux²⁰. Il s'agit simplement de « noyer le poison » en attendant que les produits transgéniques nous aient envahi et qu'il soit trop tard pour réagir.

Ce n'est que l'un des nombreux mensonges

(suite page 22)

15 - <http://www.ogmdangers.org/enjeu/alimentaire/allergie.htm>

16 - Chirac, chantre de la Charte, a dénoncé la « diabolisation » des OGM en visitant le stand Biogemma présent au Salon de l'agriculture.

17 - Voir *Quelques ennemis du meilleur des mondes*, OGM : fin de partie.

18 - Voir le guide des produits avec ou sans OGM www.greenpeace.fr

19 - *La Nouvelle République*, 3 décembre 2004.

20 - Reportage dans *Envoyé spécial* du 3 mars 2005.



OGM et alimentation :

C'est notre monde qui nous dévore !

(suite)

(suite de la page 21)

Le Monde - 21
du 24 mai 2003.

La Tribune - 22
du 26 avril 2001.

Pusztai reprend - 23
les résultats
en dénonçant
les conclusions
erronées
de la FSA
in *L'Écologiste*,
juin 2003.

que l'on nous assène pour nous faire avaler des couleuvres transgéniques. L'un des plus fallacieux étant la possibilité de lutter contre la faim dans le monde grâce aux OGM.

La destruction régulière des excédents agricoles révèle que l'augmentation de la production agricole n'est pas le remède à ce mal. Nous pourrions déjà l'endiguer si telle était vraiment la volonté de nos dirigeants politiques et économiques. Cet argument est pourtant sans cesse mis en avant, notamment dans le rapport 2004 de l'ISAAA⁵ qui n'avance aucune preuve pour le justifier. En revanche, on peut trouver plusieurs références à des calculs de profits générés par les OGM : « *un bénéfice global potentiel de 210 milliards de \$ d'ici 2015* » selon une étude mondiale. Le lobby OGM est incapable de mesurer les bienfaits pour les populations pauvres car il s'en fiche pas mal, mais il cerne parfaitement les profits qui sont en jeu. D'ailleurs, on peut se demander comment on pourrait s'enrichir autant en venant en aide à des populations dont le problème est qu'elles ne sont pas solvables !

Autre démenti criant : le Congrès des États-Unis a voté une loi contre le SIDA et le paludisme (21 mai 2003) liant l'octroi d'une aide aux pays africains à leur acceptation des aliments transgéniques²¹. L'Afrique doit donc choisir entre le SIDA et la famine ou les OGM ! Difficile de jouer les bons samaritains avec ce genre de pratiques. L'action des grandes firmes pharmaceutiques pour défendre leurs brevets en empêchant les pays pauvres de produire des médicaments à bas coûts, offre aussi un précédent qui discrédite l'argument selon lequel les progrès scientifiques constitueraient autant un bienfait pour l'humanité qu'une simple source de profits. Et si les multinationales se font pincer en plein mensonge, elles peuvent compter sur des scientifiques pro-OGM pour venir à leur rescousse, tel Axel Kahn (ex-président de la CGB) qui rétorque alors : « *On ne va pas bloquer le développement des OGM juste pour punir les industriels de raconter des sornettes !* »²².

Le drame étant que toutes ces sornettes sont proférées par des gens de pouvoir et que leurs mensonges sont difficiles à déceler ou à contredire. Pusztai dénonce par exemple les manipulations des administrations ou des entreprises pour étouffer la mise en évidence des dangers des OGM. La FSA a démenti la transmission d'un gène marqueur de résistance antibiotique aux bactéries intestinales en s'appuyant sur une étude menée avec du soja OGM... c'est l'une des rares plantes transgéniques qui n'en contient pas !²³

Noyés sous des arguments économiques, humanitaires ou scientifiques fallacieux, les populations se trouveront désemparées et incapables d'enrayer la menace. Le citoyennisme, ou contrôle citoyen, n'est qu'une impasse, il n'y a pas d'autre alternative que le refus sans concession des OGM que l'on tente de nous imposer par le mensonge et la force des matraques. Les méthodes utilisées témoignent du danger réel que l'on veut dissimuler. Cette technologie nous condamnerait à la soumission envers les multinationales agro-alimentaires, les politiques qui joueraient les remparts contre les dérapages avec le concours de scientifiques sponsorisés par les deux premiers.

Les cultures transgéniques ne sont que le fruit vénéneux du capitalisme, le produit d'une quête insatiable de profits sous le regard complice de l'État. Il est urgent de mettre un terme à cette lutte suicidaire entre l'Humanité et la Nature avant d'avoir détruit notre environnement vital. La notion de Progrès mériterait alors d'être réexaminée à l'aune d'autres critères que l'innovation technologique, tels le bien-être des populations et le respect de notre planète. Pour cela il convient de tourner le dos à une société basée sur l'accumulation de richesses pour un monde dans lequel les individus auront le pouvoir de décider de leur destin. D'un point de vue écologique, comme social, le communisme libertaire apparaît ainsi comme une voie salutaire.

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

La Confédération Européenne

des Syndicats, stade ultime de l'intégration



RÉFORME DES RETRAITES, refonte de la Sécurité sociale, projet de loi Fillon... Ces deux dernières années, les défaites des mouvements sociaux se sont accumulées et l'attitude des intersyndicales fut plus inexcusable que jamais : du meeting de Marseille où Thibault a assassiné le mouvement contre la réforme des retraites au coup de Jarnac du 11 mars dernier, lorsque l'intersyndicale de l'Éducation, au lendemain d'une grève suivie par 60 % des personnels, 4 jours avant le dépôt de la loi sur l'Éducation de François Fillon, démissionna en n'appelant à aucune mobilisation avant la validation de la loi, jamais les trahisons ne furent aussi rapprochées et assumées au grand jour. Aucune excuse, rien.

Les syndicats français s'étaient toujours pré-

valués d'une tradition de lutte, d'un modèle : le syndicalisme de contestation... déjà contestable. Le mouvement de décembre 1995¹ était, à son époque, annonciateur de l'abandon de ce modèle par les organisations syndicales dites représentatives qui s'orientaient déjà depuis un moment vers le syndicalisme institutionnel sur le modèle des syndicats anglo-saxons. En dix ans, la métamorphose s'est opérée, métamorphose voulue par les dirigeants, sans aucun débat à la base. Métamorphose qui s'est concrétisée au sein de la Confédération Européenne des Syndicats, organisation dont sont membres les principales confédérations françaises : la CGT, la CFDT, FO, l'UNSA et la CFTC. C'est ce type de syndicalisme qui nous est proposé aujourd'hui par les dirigeants syndicaux mais aussi politiques. Voyons donc de quoi il en retourne...

(suite page 24)

¹ - Plusieurs articles faisaient ce constat à l'époque, pour ma part, j'avais énoncé cette idée dans « La fin du syndicalisme français », L'Affranchi n° 12, février 1996.



La Confédération Européenne des

(suite de la page 23)

La CES défend un syndicalisme qui approuve la politique européenne libérale.

« La CES a joué un rôle clé dans l'élaboration de textes législatifs de l'Union européenne [...] et dans la rédaction de la Charte des droits fondamentaux et du Traité constitutionnel »². Voilà un des motifs de satisfaction avancé sur le site de la CES. D'ailleurs, celle-ci, dès le 13 juillet, approuvait le traité et déclarait : « La Constitution Européenne représente un pas en avant pour les travailleurs »³.

Non seulement elle approuve le système dans lequel nous vivons, mais « son objectif majeur est de promouvoir le modèle social européen ». S'agit-il de défendre les acquis sociaux du mouvement ouvrier ? Non pas, la CES « participe à l'élaboration des politiques économiques et sociales au plus haut niveau »². D'ailleurs Gabaglio, dirigeant emblématique de la CES, se définit lui-même « comme un Deloriste, fédéraliste européen »⁴. La CES a participé à l'élaboration du Traité de Maastricht. Elle approuve le Traité d'Amsterdam (1997) qui définit les orientations européennes en ces termes : « favoriser un haut degré de compétitivité », « la main-d'œuvre doit être susceptible de s'adapter », « le marché du travail [doit] réagir rapidement aux changements économiques » et il faut « moderniser les régimes de protection sociale afin de les rendre plus favorables à l'emploi »⁵.

Dans les faits, cette prise de position idéologique se traduit par le soutien de la CES à la politique européenne mise en place en 2000, et approuvée par les dirigeants français, connu sous le nom de stratégie de Lisbonne⁶. L'objectif est clairement énoncé, et assumé par la CES : « Devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion

sociale ». Dans les faits, cela se traduit par une refonte des systèmes d'éducation des différents pays : « Le système éducatif doit préparer les élèves à se mouvoir dans l'espace politique et économique européen »⁷. À Lisbonne, la Conférence européenne prévoit un socle de compétence clé : communication dans la langue maternelle et dans les langues étrangères ; connaissances en mathématiques ; communication dans les langues⁸. Tiens donc ? Exactement la loi Fillon... Et l'on s'étonne que l'intersyndicale de l'éducation ait saboté la grève contre cette loi... alors que 4 organisations qui la composent font partie de la CES.

Et pour les « réformes » de la retraite et de la Sécurité sociale, la CES déclare qu'il faut « adapter les régimes de protection sociale aux nouvelles formes de travail, à l'évolution des structures familiales et au vieillissement démographique [...] les fonds de pensions professionnels ne peuvent constituer qu'un second régime de pension, régime complémentaire »⁹. La CES approuve donc la réforme de la Sécurité sociale et celle des retraites : elle va même plus loin puisqu'elle admet le principe des fonds de pension comme retraite complémentaire.

Alors, bien sûr, d'aucuns rétorqueront que les dirigeants des syndicats français adhérant à la CES ne sont pas forcément d'accord avec tout ce que celle-ci déclare¹⁰. Remarquons simplement qu'ils adhèrent à une Confédération qui défend cette idéologie et que, dans les faits, leur attitude n'a en rien contredit la CES. Une mobilisation de principe sur la Sécurité sociale et un mouvement galvaudé pour les retraites malgré une forte poussée populaire. À l'automne 2003, François Wenz-Dumas, ne nous apprenait-il pas, sans être démenti, que Chérèque et Thibault s'étaient mis d'accord pour laisser passer la réforme des retraites¹¹ ? Et que dire de l'attitude de Thibault à propos du Traité constitutionnel ? Ne l'avait-il pas

« Nos objectifs », - 2
in site de la Confédération
Européenne des Syndicats,
<http://www.etuc.org>

Le Monde, 13 juillet 2004. - 3

Emilio Gabaglio, - 4
ancien professeur de
l'enseignement supérieur,
nommé à la direction
de la Confédération
Internationale des Syndicats
Libres italienne en 1974.
Secrétaire général de la CES
de 1991 à 2003,
il est l'artisan de
l'orientation défendue
par la CES aujourd'hui.

Cité par Gérard Deneux - 5
dans un excellent article sur
la CES intitulé
« La Confédération
Européenne des Syndicats,
chape de plomb sur l'esprit
de résistance et de lutte ».

« La CES a toujours - 6
soutenu la stratégie de
Lisbonne » in
« La stratégie de Lisbonne
de l'Union Européenne »,
<http://www.etuc.org>.

Rapport Thelot, p. 22. - 7

Cité dans - 8
« L'Europe libérale
aux commandes
de l'École »,
Christian Laval.

« Qu'est ce que - 9
la Confédération
Européenne des Syndicats »,
Emilio Gabaglio, p. 87,
Coll. L'information citoyenne,
Éd. L'archipel,
La Flèche, 2003.

Ne soyons pas naïfs, - 10
Thibault déclarait,
à propos
d'Emilio Gabaglio,
« C'est un dirigeant comme
je les aime », cité in
« Qu'est ce que la
Confédération Européenne
des Syndicats »,
Emilio Gabaglio, p. 19.

« CGT-CFDT : Thibault - 11
et Chérèque se rabi-
bochent »,
François Wenz-Dumas,
Libération,
13 septembre 2003.

Syndicats, stade ultime de l'intégration

(suite)



soutenu avant d'être désavoué par sa base¹² ? Que l'on reste dans une organisation avec laquelle on a quelques désaccords soit... Mais pourquoi rester dans une organisation dont on n'approuverait pas la ligne idéologique ? Pour la pratique syndicale qu'elle permet ? Voyons donc...

Dans quel type de syndicalisme s'engagent les « grandes » confédérations françaises en adhérant à la CES ; là encore, il n'y a qu'à prendre la peine de lire.

La CES renie la lutte des classes et conçoit l'action syndicale comme du lobbying.

« *Le syndicalisme doit-il être une structure de lutte, de résistance, de cogestion ? Les 3... Cette distinction n'est pas pertinente pour nous [...] si à l'échelon national, la formation des syndicats a été liée à la lutte de classe et à l'action immédiate, au niveau européen, du fait de l'absence d'interlocuteurs patronaux [sic !], l'intégration syndicale s'est faite par la création d'institutions réglementant les relations professionnelles par la voie politique* »¹³. Il ne faut pas oublier que la CES est l'émanation de la CISL, mise en place par les Américains dans l'après-guerre pour combattre le syndicalisme de lutte de classe et appliquer le plan Marshall. Elle le rappelle elle-même : « *À la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la CES ne relève pas de la lutte des classes* ». La lutte n'est pas une priorité, tout juste un faire-valoir. Comment les dirigeants de la CES conçoivent-ils le syndicalisme ? « *La question qui se pose aujourd'hui, c'est la recherche d'un équilibre entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif des salariés. Le syndicalisme est une instance de régulation intermédiaire entre ces deux sphères, le public et le privé* »¹⁴. Le syndicalisme est perçu comme un régulateur social qui est là pour faire tampon entre des intérêts contradictoires.

Comment voient-ils l'action syndicale ? « *Quatre démarches : propositions, négociations, mise en œuvre, mobilisations. La CES agit en vue d'influencer les législations et les politiques de l'Union européenne par des représentations*

directes auprès des diverses instances européennes par le biais du « dialogue social européen ». Cette démarche s'apparente plus à l'action d'un lobby, d'un groupe de pression que de l'action syndicale proprement dite. D'ailleurs la CES ne s'en cache pas et revendique la participation « *à l'élaboration des politiques économiques et sociales au plus haut niveau, en collaboration avec tous les organes de l'Union européenne : Présidence de l'UE, Conseil de l'UE, Commission européenne et Parlement européen* »¹⁵.

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que la CES n'est pas là pour défendre coûte que coûte les droits des salariés, mais pour trouver les compromis qui lui semblent les plus adéquats pour le système en ménageant, si possible, les salariés. Gabaglio a défini très clairement cette démarche en expliquant que la CES « *devait poursuivre une recherche pragmatique du consensus. Tel est son seul programme* »¹⁶. Finalement, il s'agit d'aménager le système en discutant avec ceux qui en fixent les règles. L'ennui, c'est que cette politique du « soyons raisonnables » amène à admettre toutes les mesures anti-sociales pour se réjouir, en contrepartie, des miettes que les dirigeants veulent bien octroyer, et ce, au détriment des positions de « principes », qui, nous l'avons vu, pourraient être extraites du programme politique de François Bayrou. Là, encore, Gabaglio en convient : « *La CES accepte de participer à l'expansion et à la banalisation du travail à temps partiel [fondé sur le volontariat, sic ! sic ! et resc !], à accompagner en quelque sorte l'adaptabilité et la flexibilité, ce qui est à l'opposé de ses déclarations de congrès* ». Lorsqu'il s'agit de faire le bilan de la contrepartie, concrètement, pour les travailleurs, elle est bien maigre : des déclarations de principes comme la Charte européenne des Droits de l'homme. Mais pour la CES, il y eut de grandes victoires : « *La CES est devenue un acteur incontournable [...] nous avons ouvert de nouveaux espaces de concertation sociale [...] mais la vraie percée est ailleurs dans les relations avec le patronat européen* ».

(suite page 26)

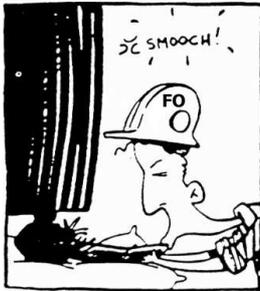
12 - « Thibault mis en minorité », *Le Monde*, 5 février 2005.

13 - « Qu'est ce que la Confédération Européenne des Syndicats », Emilio Gabaglio, p. 76.

14 - Ibid. p. 74.

15 - « Nos objectifs », in site de la Confédération Européenne des Syndicats, <http://www.etuc.org>

16 - « Qu'est ce que la Confédération Européenne des Syndicats », Emilio Gabaglio, p. 34.



La Confédération Européenne des

(suite de la page 25)

« L'après - 17
Amsterdam :
réaction des
dirigeants
européens »,
Emilio Gabaglio,
7 jours d'Europe,
n° 276, p. 5,
23 juin 1997, Paris.

Ces chiffres sont - 18
extraits de
« Crise du syndica-
lisme en France :
quelques repères »,
Ariane Mieville,
La Question Sociale,
n° 2, hiver 2004-
2005, Paris.
Cette « revue liber-
taire de réflexion
et de combat »
consacre
son deuxième
numéro à
un dossier
très intéressant
sur le syndicalisme
institutionnel
(courriel :
laquestion sociale
@hotmail.com)

L'essentiel est donc là : devenir le partenaire social incontournable. Et pour cela, le prix n'est jamais trop cher : « Dans cette culture du partenariat, le processus en lui-même, c'est-à-dire négocier des accords pour négocier des accords, prévaut sur le contenu des accords. Pour s'affirmer et être reconnu comme acteur central, il faut produire des accords, à la limite, quels qu'ils soient »¹⁷. Quel est donc le but ? Pour les salariés, il est difficile à percevoir mais dans une logique de préservation de l'organisation CES, il est limpide : s'affirmer contre l'interlocuteur privilégié, c'est justifier son existence. La CES prétend nous représenter et obtenir par là même des moyens d'existence. « La voix de 60 millions d'Européens » n'hésite d'ailleurs pas à récupérer le mouvement alter-mondialiste pour justifier sa représentativité, elle s'attribue la paternité des « euromanifs » et affirme : « Le succès de nos grandes manifestations montre clairement que la CES commence à être mieux connue, à avoir une identité ». Nous voilà représentés ! La CES y gagne ce qu'elle recherche par-dessus tout : une reconnaissance synonyme de financement et d'institutionnalisation.

La CES est une organisation intégrée et qui veut l'être davantage encore.

Nous savons déjà l'importance que revêt en France le financement des syndicats institutionnels. L'État dépense 600 millions de francs par an en subvention directe, sans compter les financements provenant de grandes entreprises (comme, par exemple, Axa ou La Poste). Ainsi que toutes les décharges liées à des postes dans des organismes paritaires et qui peuvent aboutir à des décharges complètes (pour la seule sécurité sociale, il s'agit de 40 000 postes)¹⁸. Le fonctionnement des syndicats est donc dépendant de toutes ces aides.

Au niveau européen, la question est plus cruciale encore. 73,7 % des fonds de la CES proviennent de l'Union européenne. La position d'interlocuteur privilégié est donc vitale pour l'armée de technocrates professionnels qui

composent la CES. Combien de permanents vivent de ces fonds ? Résulte inévitablement un double phénomène : la réalité des permanents n'est pas celle des salariés, ceux-ci ont pour priorité la survie de l'organisation nourricière coûte que coûte.

L'objectif est donc aujourd'hui de renforcer la position de la CES dans le cadre des institutions européennes pour pérenniser ses financements et donc son appareil bureaucratique. Être devenu « un interlocuteur incontournable » cela veut dire, à terme, obtenir une représentativité exclusive donnant des privilèges au détriment de toutes les autres organisations pouvant représenter des salariés. Si la CES se réjouissait de « la mise en place de disposition de dialogue social permettant la négociation d'accords-cadres entre les partenaires sociaux européens sur les conditions de travail » dans le Traité de Maastricht, c'est parce qu'elle est la seule organisation de salariés admise dans ces accords. La « grande avancée » de Lisbonne, le Sommet social tripartite, admet comme partenaires sociaux participants : la CES et trois organisations patronales (UNICE, UEAPME, CEEP). Ce rôle de partenaire social privilégié est confirmé par le Traité constitutionnel.

Qu'est-ce que cela signifie ? Pour négocier un accord au niveau européen, il va falloir en passer par la CES qui fait le pari, plutôt pertinent, que la législation européenne et les conventions qui peuvent en découler vont se développer. La CES négocie donc une place stratégique qui doit lui permettre d'acquiescer un monopole sur les négociations... et une clientèle assurée. Elle n'oublie d'ailleurs pas d'appeler de ses vœux toute mesure allant dans ce sens. Exemple : si elle accepte la réforme des systèmes de protection sociale, elle demande « un système de contrôle impliquant les partenaires sociaux ».

La CES veut être reconnue comme une organisation intégrée à l'Union européenne, Gabaglio l'explique : « Le mouvement syndical savait bien qu'une intégration purement économique mettrait à mal ses fonctions de représentation et son rôle dans la société. [...] En

Syndicats, stade ultime de l'intégration

(suite)



1989, nous avons donc développé le discours suivant : de même que les États membres acceptent des transferts de compétences ou de souveraineté, les organisations syndicales, pour se situer au niveau européen doivent créer une complémentarité entre leur rôle national et leur rôle européen et donc accepter eux aussi des transferts de souveraineté [...] Si le mouvement syndical veut garder son pouvoir d'influence, il y a donc, pour tous, une nécessité réelle, une logique d'intégration ».

Intégré, cela veut dire aussi être dans l'appareil de décisions et côtoyer les dirigeants, loin des masses que l'on contribue à exploiter : « *Pensez-vous que syndicalisme et politique soient nécessairement liés ? Les liens sont clairs, nous avons des relations avec les politiques. Le Parlement européen est un interlocuteur privilégié* », quant aux organisations patronales : « *nos relations sont bonnes, nous travaillons ensemble* ».

Comment alors s'étonner de l'accueil chaleureux fait à Giscard, au « patron des patrons » de l'UNICE (le MEDEF européen), au premier ministre tchèque, au ministre du Travail grec, qui ont été invités à s'exprimer à la tribune du Congrès de la CES qui s'est déroulé à Prague du 26 au 29 mai 2003¹⁹ ? Le patron de l'UNICE a même été ovationné avant et après son intervention...

Le syndicalisme que nous propose la CES, celui dans lequel s'engage la majorité des syndicats français ressemble comme deux gouttes d'eau à celui qui existe dans de nombreux pays anglo-saxons. À propos du syndicalisme américain, Rick Fantasia et Kim Voss le définissaient ainsi :

- « 1 - Une grande confiance dans les procédures formelles d'un système de partenariat social très bureaucratique.
- 2 - Une structure hiérarchique stricte qui décourage toute initiative à la base.
- 3 - Des réseaux de communication fermés, réservés à la direction et fondés sur des ententes « en coulisse » qui produisent des habitudes de passivité et d'ignorance chez les adhérents.
- 4 - Des formes démocratiques coexistant souvent avec des pratiques non démocratiques.

5 - Un syndicalisme qui réagit aux initiatives du patronat au lieu de prendre l'initiative.

6 - Un anti-radicalisme agressif souvent mis en œuvre pour résister à une opposition politique interne.

7 - Une opposition active au militantisme syndical, excepté dans certaines occasions et seulement lorsqu'il est étroitement contrôlé par les représentants syndicaux »²⁰.

Les dirigeants syndicaux s'engagent fermement dans cette voie, elle est fructueuse pour la survie de leurs organisations, mais en quoi celles-ci nous seront-elles utiles ? Est-ce de cela dont nous avons besoin ?

Certes, les structures des États qui prennent les décisions nous demandent de nous adapter : face à des offensives européennes, des réponses européennes sont nécessaires. Et l'Association Internationale des Travailleurs est là aussi parce que nous avons conscience des deux réalités que sont l'Union européenne et la globalisation mondiale de l'économie de marché. C'est aussi la voie pour un syndicalisme radicalement différent qui s'oppose, en tout, à celui que nous venons de décrire :

Il n'approuve pas la politique libérale, il est révolutionnaire.

Il ne cherche pas à faire du lobbying, il veut construire des rapports de forces.

Il ne recherche pas l'intégration aux institutions, il refuse les permanents syndicaux, les subventions et la participation aux organismes de cogestion. Il défend bec et ongle son indépendance vis-à-vis des partis politiques.

Il n'est pas consensuel, il se veut radical : anticapitaliste et anti-autoritaire.

Il ne se définit pas comme une structure de technocrates qui « défendent » les intérêts de leurs adhérents, mais comme la libre association des exploités pour la défense de leurs intérêts immédiats et moraux. Tous sur un pied d'égalité dans les prises de décisions, car tous dans la même galère.

Jipé, Syndicat intercorporatif de Pau.

19 - Cité par « La Confédération Européenne des Syndicats, chape de plomb sur l'esprit de résistance et de lutte », Gérard Deneux et confirmé par Pierre Levy (journaliste de *La lettre du BRN*, présent au congrès de Prague) lors d'une conférence de la Libre Pensée, à Pau, en mars 2005.

20 - « Des syndicats domestiqués », Rick Fantasia et Kim Voss, *Raison d'Agir*, janvier 2003, Paris.



Contre l'exploitation capitaliste : organisons-

AU LENDEMAIN DU PREMIER MAI, nous sommes témoins des rivalités capitalistes et des attaques sévères contre les conditions de travail et les droits des travailleurs partout sur le globe. Le capitalisme ne fait pas que nous exploiter économiquement, socialement et culturellement : en exploitant la peur des autres travailleurs, la peur de perdre son travail, la peur des autres races, la peur du terrorisme, etc., le capital essaie de nous mobiliser pour servir sa propre démente économique et militaire.

L'économie mondiale est dans une situation très critique et peut avoir à faire face à un effondrement du dollar. Les États-Unis pensaient que la guerre en Irak allait se rembourser elle-même lorsque le pétrole irakien allait être déversé sur le marché mondial. Une augmentation massive de la production de pétrole signifierait un prix du pétrole revu à la baisse et les principaux producteurs de pétrole de l'OPEP, comme l'Arabie Saoudite, le Venezuela et l'Iran, seraient déstabilisés par un déclin aigu de leurs revenus. Aujourd'hui, nous voyons que c'est l'opposé qui en résulte : coût immense de la guerre en Irak (et en Afghanistan), prix élevé du pétrole et baisse des profits, tout se combine pour aggraver l'énorme déficit du budget américain.

Les pays exportateurs de pétrole ne verront pas leurs profits diminuer car le pétrole est négocié en dollars par baril. La chute du dollar leur fera

augmenter le prix du pétrole, et de plus en plus considérer l'euro fort, comme devise alternative pour les transactions pétrolières. Malgré cela, les pays en développement ayant d'importantes réserves en dollars font face à une menace grandissante de grosses pertes suite à une chute soudaine du dollar. Nous avons constaté ainsi des changements de devises et des diversifications des réserves bancaires, du dollar à l'euro, dans beaucoup de pays.

Le contexte de l'énergie aggrave dramatiquement les choses et actuellement le Fonds monétaire international s'alarme au sujet des réserves à long terme. D'après le FMI, le monde fait face à « *un choc pétrolier permanent* » et à des prix du pétrole élevés, à cause de la surtension de la demande des pays émergents et de fournitures nouvelles limitées de pays hors OPEP. Si cette flambée pétrolière apparaît maintenant et non en 2010 comme prévu, cela fournira du fuel aux rivalités entre les pouvoirs capitalistes et accroîtra ainsi l'exploitation des travailleurs.

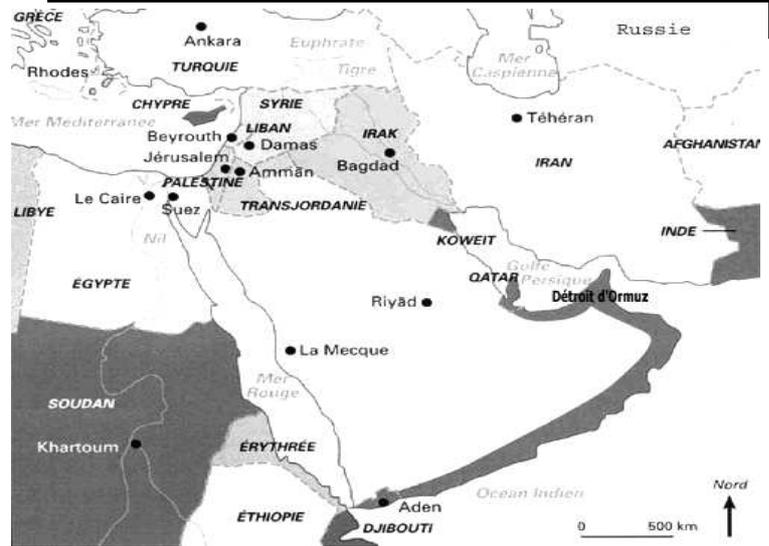
Les rivalités capitalistes se poursuivent sur tous les continents. À la lumière des « flambées pétrolières », les pouvoirs capitalistes se comportent désespérément comme des *junkies* accros au pétrole, en quête désespérée d'énergie pour assurer leurs prochains approvisionnements. Ils savent aussi que ceux qui contrôlent les ressources en énergie et les routes d'approvisionnement contrôlent leurs rivaux, car le pétrole et le gaz sont les pivots du capitalisme.

Les changements intervenus en Géorgie et en Ukraine sont des victoires majeures pour les États-Unis. La Géorgie est un pays de transit pour le (presque fini) pipeline Bakou (Azerbaïdjan) – Tbilissi (Géorgie) – Ceyhan (Turquie), qui traverse la Géorgie et les régions kurdes, mais évite la Russie et l'Iran. L'Ukraine, qui est le principal pays de transit pour l'exportation du pétrole russe vers l'Union européenne, va être utilisée par les États-Unis, tout comme les nouveaux États membres de l'Union européenne et de l'OTAN, comme zone-tampon pour saper les intérêts russes et franco-allemands.

Le vrai cauchemar des États-Unis et des pouvoirs impérialistes, c'est que leurs fournitures d'énergie présentes et futures soient de plus en plus dépendantes de pays hostiles et/ou « instables ». La stratégie des États-Unis de contrôler les pays du corridor eurasiatique allant de l'Europe de l'Est jusqu'à l'Asie centrale et de l'Est, a, de ce fait, beaucoup à voir avec ce qu'on appelle « *l'arc de l'instabilité* ».

Les États-Unis font simultanément beaucoup de choses dans cet « *arc de l'instabilité* » : depuis l'Amérique du Sud où ils essaient de militariser le sanglant Plan Colombie dans la région andine, à l'Afrique où ils augmentent rapidement leur présence, en passant par le Proche-Orient avec l'occupation de l'Irak et les menaces sur la Syrie, jusqu'à l'Asie centrale avec la guerre en Afghanistan et l'Asie du Sud-Est, où ils menacent la Corée du Nord et contrent l'ascension de la Chine.

nous et luttons !



Une attention spéciale doit être apportée au Moyen-Orient et au Golfe Persique, où les États-Unis préparent des attaques aériennes contre des cibles militaires stratégiques iraniennes et contre de supposées installations nucléaires, chimiques et biologiques, dans le but d'y provoquer un changement de régime. D'après le journaliste vétérinaire américain Seymour Hersh, le gouvernement Bush se sert du Pentagone pour des missions secrètes en Iran plutôt que de la CIA, pour éviter d'avoir à le rapporter devant le Congrès.

L'action préparée contre l'Iran a, comme pour la guerre contre l'Irak, une très importante raison cachée : le régime de Saddam Hussein est devenu une cible définitive quand l'Irak est passé pour ses transactions pétrolières du dollar à l'euro. L'Iran a envisagé, au moins depuis 2003, de mettre en route une bourse pétrolière qui échangerait en euros. Le 16 juin 2004, *The Guardian* rapportait que ce projet devait être mis en pratique en 2005.

Maintenant, d'après Alexander Gaz & Oil, le projet est programmé pour août 2005. S'il est mis en pratique, il va saper à la fois l'International Petroleum Exchange (IPE) à Londres et la New York Mercantile Exchange (NYMEX) à New York. Cela enverra des ondes de choc dans le monde financier, car le négoce des pétrodollars est l'une des bases de l'hégémonie économique des États-Unis. Si l'on considère l'énorme déficit des États-Unis et un dollar

faible, une Bourse iranienne prospère serait une menace majeure et les États-Unis utiliseront tout moyen nécessaire pour l'empêcher.

Nous ne devons pas nous étonner que des va-t-en-guerre comme Sharon et Bush agissent comme de pacifiques colombes. Le *Plan de Route pour la Paix* transforme les Territoires Palestiniens en bantoustans entourés par le Mur, et en mars 2005 quelques consortiums étrangers, composés essentiellement d'investisseurs états-uniens, ont contacté des agences du gouvernement israélien et la compagnie gouvernementale Petroleum and Energy Infrastructures avec la proposition de rénover le pipeline de Haïfa à l'Irak à travers la Jordanie.

Le pipeline met en œuvre des intérêts stratégiques principaux pour les États-Unis et Israël. Ceci pourrait résoudre la crise de l'énergie israélienne et sécuriser le transport du pétrole vers l'Europe et les États-Unis. Mais ce projet, comme beaucoup d'autres pour le Moyen-Orient, requiert d'abord que le régime « hostile » en Syrie soit réduit ou éliminé, et qu'en Irak la résistance, particulièrement le sabotage des pipelines de gaz et de pétrole, soit écrasée.

Ce projet stratégique d'un pipeline vers la Méditerranée prend encore plus d'importance à la lumière des attaques préparées contre l'Iran, car les États-Unis et l'Union européenne veulent être moins dépendants des transports maritimes à travers le

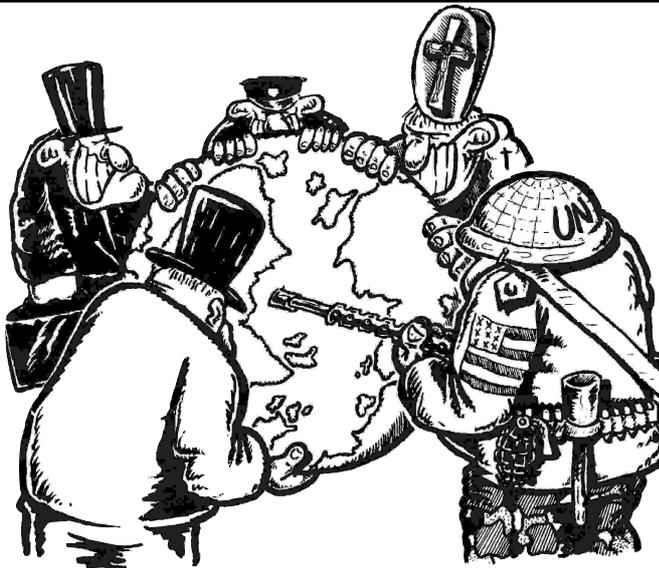
Détroit d'Ormuz. L'Iran a aussi menacé de bloquer le Détroit en cas d'attaque, faisant flamber ainsi le prix du pétrole à un « record absolu ».

À notre époque, il est important de dévoiler les motivations des pouvoirs capitalistes. L'Union européenne n'est pas un bloc tranquille et humanitaire s'opposant aux États-Unis, et la Russie est répressive et continue la guerre en Tchétchénie, etc. Et les militaires états-uniens prenant part à l'aide aux victimes du tsunami tragique, étaient aussi là-bas pour démontrer la force des États-Unis dans la région. Le Détroit de Malacca est par exemple le lien maritime primordial entre le Golfe Persique et des pays comme la Corée du Sud, le Japon et la Chine.

La Chine, avec ses immenses besoins en énergie actuels et futurs, est de plus en plus considérée comme un ennemi stratégique principal, car elle remet en question la suprématie des États-Unis sur la *route de la soie* en Asie, elle a des liens étroits avec l'Iran, et s'oppose aux États-Unis en Afrique et en Amérique latine. En Amérique latine, le Brésil et le Venezuela ont des accords pour augmenter l'exportation de pétrole vers la Chine qui accélère son commerce d'armes et de biens ordinaires avec ce continent.

Les controverses entre les États-Unis et l'Union européenne sont très visibles dans les politiques envers l'Iran et la Chine. Sur la question de l'Iran, l'Union européenne a une politique plus modeste que les États-Unis, et avec la Chine, l'Union européenne se

(suite page 30)



Contre l'exploitation capitaliste : organisons-nous et luttons ! (suite)

(suite de la page 29)

confronte aux États-Unis en parlant de lever l'embargo sur les armes. Les États-Unis ont peur des alliances de l'Union européenne avec la Russie riche en énergie et le développement de relations avec l'Amérique latine et des pays comme l'Inde et la Chine en Asie.

La tactique des États-Unis de diviser l'Union européenne entre « vieille Europe » et « nouvelle Europe » fut ouvertement exposée peu de temps avant et au début de l'occupation de l'Irak. Les cas de l'Irak et de l'Ukraine montrent que les États-Unis cherchent à contrôler toutes les sources d'énergie et les routes de transport de l'énergie des challengers potentiels à leur hégémonie. L'Union européenne s'agrandit et devient un super-pouvoir pour le commerce, mais elle est militairement faible. Ce bloc essaie maintenant d'accélérer le processus d'intégration et de réformes militaires et économiques proposé par la Constitution.

En Europe, comme partout dans le monde, la première règle capitaliste est de « s'accroître ou mourir ». Les offensives que nous constatons dans le monde entier contre les services publics sont des ouvertures de marchés et de capitaux pour les compagnies privées. Beaucoup de gouvernants dans le monde surveillent le Royaume-Uni, car le gouvernement Blair est allé jusqu'à estimer qu'un cinquième des services publics pourraient être effectués par les secteurs privés ou bénévoles du pays d'ici 2006-2007.

Une autre tendance principale globale, c'est que les emplois permanents sont transformés en emplois temporaires, et que ceux qui sont permanents sont moins protégés. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) utilise jusqu'à 22 indicateurs pour comparer le niveau de protection du travail dans différents pays. Ainsi les attaques vont de la difficulté à licencier, des procédures, du licenciement abusif dans les contrats réguliers, jusqu'à toute la variété des emplois temporaires que les employeurs peuvent imposer sur les lieux de travail.

L'une des formes que le travail temporaire peut prendre est constituée par les entreprises de travail temporaire, qui sont des compagnies multinationales faisant de l'argent par l'esclavage. À côté de leur rôle dans la division des travailleurs, elles vont avoir de plus en plus un impact politique et international dans ladite « guerre contre le terrorisme ». Israël par exemple utilise des forces de travail venant des Philippines, d'Europe de l'Est et de Chine au lieu de Palestiniens, pour des raisons de « sécurité ».

Alors que le capitalisme global jette son masque, les États et les capitalistes imposent aux travailleurs d'accepter « la logique du marché ». Les syndicats réformistes et bureaucratiques, qui sont dépendants de l'aide législative et des subsides de ceux qui se livrent aux attaques, doivent soit se rendre, soit lutter. S'ils ne se mobilisent jamais, ils seront condamnés à échouer, n'étant

pas bâtis pour contre-attaquer sur des fronts larges, et pour compter sur leurs propres forces. Ainsi, les syndicats réformistes sont devenus des institutions administratives et un fardeau sur le dos des travailleurs, et non des outils disponibles pour l'auto-organisation et l'émancipation.

La seule vraie « sécurité de l'emploi » sur laquelle nous puissions compter en tant que travailleurs vient de nous-mêmes, et de la solidarité et des actions que nous pouvons mettre en œuvre. Contrairement aux syndicats réformistes, l'Association Internationale des Travailleurs rejette l'intégration dans le système capitaliste. Nous ne faisons pas de collaboration de classe, comme par exemple participer aux « élections syndicales » dans des schémas étatiques. Nous n'avons pas de fonctionnaires syndicaux payés, et nous ne recevons pas de subsides de nos ennemis.

Alors que les attaques viennent de terrains différents, l'AIT lutte à un niveau économique, social, culturel et anti-militariste. La cohérence anarcho-syndicaliste de l'Internationale est essentielle car ce combat est aussi une lutte pour un système nouveau. Le but de l'AIT est de remplacer le capitalisme et l'État par la libre fédération de libres associations de travailleurs – le communisme libertaire.

Secrétariat de l'AIT
(Traduit et transmis par
le Syndicat intercorporatif de l'Hérault)

André Bösiger

1913-2005



André n'a défilé pas ce Premier Mai 2005 à Genève, comme il l'a fait pendant tant d'années, il est mort le 13 avril.

ON A PU LIRE DANS *Le Courrier* du 26 avril que André Bösiger représentait « le vénérable ancêtre » du mouvement anarchiste... genevois ? suisse ? international ? Soyons sérieux : pour qui l'a entendu évoquer, avec un copain de sa génération, les « vieux » anarchistes de Genève qu'ils avaient rejoints alors qu'ils étaient de jeunes ouvriers, André n'a jamais été un « vénérable », ni un ancêtre. Mais un copain qui a eu la chance de vivre et de rester lucide longtemps et aussi le mérite de garder la maison, lorsque d'autres l'avaient désertée.

André Bösiger a raconté, dans un livre souvenir *, les principales étapes de son engagement libertaire. Nous n'en évoquerons ici que les éléments qui nous ont semblé les plus marquants.

Ayant quitté son Jura natal, il rejoint en 1929, à l'âge de 16 ans, la Ligue d'Action du Bâtiment. Bras anarchosindicaliste du syndicat FOBB, la LAB pratiquait l'action directe sur les chantiers pour faire respecter les conventions collectives, empêcher les heures supplémentaires et le travail du samedi. Elle luttait aussi contre les expulsions et saisies dont étaient victimes les chômeurs qui ne pouvaient payer leur loyer.

Athée, allergique à l'autorité, c'est en toute logique que André Bösiger rejoint, à la même époque, le groupe anarchiste genevois. Si on en croit son témoignage, ce groupe, qui réunissait entre 20 et 50 personnes chaque semaine, était alors constitué d'une majorité de militants d'âge moyen, parmi lesquels beaucoup d'ouvriers italiens ayant fui le fascisme. Et sa principale activité était « *la pratique syndicaliste, surtout dans le bâtiment* » !

Lors du massacre perpétré par l'armée suisse contre la manifestation antifasciste du 9 novembre 1932, André voit l'ami debout à ses côtés s'effondrer d'une balle dans la tête. Mobilisé peu après, il refuse bien sûr de servir. Son insoumission lui vaudra près de deux ans de prison.

À sa sortie du pénitencier, au début de l'année 1937, il veut s'engager au côté des anarchistes espagnols pour se battre contre l'armée franquiste. Mais son ami Louis Bertoni – rédacteur du *Réveil anarchiste* – l'en dissuade en lui disant : « *Là-bas, il y a trois hommes qui attendent qu'un autre tombe, pour ramasser son fusil [...] ici tu es bien plus utile* ». André se chargera donc de faire transiter par la France des armes pour la CNT et la FAI... Par la suite, il continuera d'aider le mouvement libertaire espagnol, n'hésitant pas, pour cela, à se rendre dans l'Espagne franquiste à de nombreuses reprises.

André n'était pas un anarchiste dogmatique et les choix de ses combats furent guidés par le bon sens et le libre arbitre bien plus que par des idées préconçues. Ainsi, il aida la résistance française durant la seconde guerre mondiale, puis la résistance algérienne, faisant passer la frontière suisse à de nombreux indépendantistes algériens et à des insoumis français. Il disait souvent : *j'ai lutté pour la libération de la France de l'occupation nazie, il était normal que j'aide les Algériens à se libérer de l'occupation française*. Toujours très concret, il participera ensuite à la création de coopératives dans ce pays... avant que celui-ci n'évolue vers un système dictatorial. Sa curiosité et sa volonté de réaliser ses idées, ici et maintenant, l'amèneront aussi à s'intéresser à l'autogestion yougoslave... dont les réalisations ne le convaincront pas.

Des déceptions, sa vie militante lui en a, sans doute, beaucoup apporté. La plus grande désillusion étant certainement la trahison de Lucien Tronchet, le militant le plus en vue du mouvement libertaire genevois qui devait rejoindre le Parti socialiste à la fin de la seconde guerre mondiale. Mais André Bösiger était un optimiste aux engagements multiples, un bon vivant et une force de la nature qui n'a jamais baissé les bras. Fondateur et soutien indéfectible du Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA), André était aussi un pilier de la Libre Pensée... Et quand notre groupe (Direct-AIT) a décidé de réaliser son premier périodique *L'Affranchi*, c'est vers lui que nous nous sommes tournés pour lui demander d'être notre éditeur responsable. Il a accepté en nous faisant entièrement confiance et en nous laissant toujours la complète liberté du contenu du journal.

Personnalité profondément anti-autoritaire (ce qui n'est pas le cas, et loin de là, de tous ceux qui se revendiquent de l'anarchisme), André Bösiger a aussi constitué avec sa femme Coucou (Ruth Bösiger décédée en 1990) un couple de militants, ce qui n'était pas fréquent dans sa génération et n'est toujours pas très répandu d'ailleurs.

La classe ouvrière suisse a perdu un élément de ce qu'elle a produit de meilleur, espérons que le siècle qui débute verra naître d'autres personnalités de cette trempe.

*Ariane Miéville et José Garcia, Direct-AIT
(Transmis par Jipé, Syndicat intercorporatif de Pau)*

* André Bösiger, *Souvenirs d'un rebelle*, Canevas Éditeur, 1992 (et plusieurs rééditions).

